

## CHAPITRE

# 3

## ELECTRONIQUE : COMMERCE ET SERVICES

### FONDAMENTAUX

Ce document présente certains fondamentaux des principaux sujets traités en commission.  
Il a vocation à s'enrichir lors de nos travaux.  
L'historique du « Fédé-Rations » n'y est pas repris en intégralité, mais reste disponible.

### SOMMAIRE

1	-	Commerce et Consommation	
2	-	Réparation – indice de durabilité – fonds de réparation	
3	-	Antennes : TNT - ANFR – RNT	
4	-	Les opérateurs	
5	-	Les constructeurs « BLANC », « BRUN »	
6	-	QUALIFELEC - COSAEL	
7	-	Réglementations et normes	
8	-	Redevance audiovisuelle – SACEM	
9	-	Travaux Européens	
10	-	Glossaire	

## 1 – COMMERCE ET CONSOMMATION

### CONCURRENCE.

En 2023, les français limitent toujours leurs dépenses en produits technologiques et durables.

On ne peut que constater la progression toujours grandissante de la vente sur Internet.

Nous avons constaté une réelle augmentation de redressements ou de liquidations judiciaires de petites entreprises. En effet, la Fédération est sollicitée par le liquidateur en vue de reclassement du ou des salariés.

L'effet « Nuit Bleue » d'avril 2016, avec 6,5 millions de téléviseurs à remplacer ou adapter, a boosté les ventes. Toutefois, comme nous l'avions connu au moment de l'arrêt de l'analogique, après l'engouement, le creux de la vague arrive.

### **Les Franchises**

Les groupements sont dans une dure bataille pour subsister. Les rangs des adhérents (PME en particulier) s'éclaircissent, et il devient difficile, face à internet et aux grands groupes, de conserver leur place...

Les franchisés, sont eux aussi aspirés par ces grands groupes ! En résumé, nos forces représentées par la proximité et la technicité sont jalousement enviées.

### **ELECTRO DEPOT**

Leur objectif est d'arrêter de jeter les produits échangés sous-garantie ou encore repris aux clients lors d'un nouvel achat.

Principe proposé :

1. L'appareil est vendu à un très petit prix à l'artisan réparateur
2. La remise en état est faite par le réparateur
3. Le réparateur met en vente l'appareil sur le site web d'Electro-Dépôt qui en assure la commercialisation, le crédit éventuel. ED prend une marge de 10 % sur la vente pour rémunérer la structure.

Le site RECONOMIA a été créé pour cela : <https://www.reconomia.fr/>

### E-COMMERCE ET OMNICALITE

Les professionnels constatent régulièrement que le consommateur vient en magasin pour consulter et prendre des informations sur un produit dont il envisage l'achat.

Mais il ne conclut pas la vente sur place, il repart chez lui et achète en ligne sur Internet.

La question à se poser est de savoir si les sites en ligne de vente d'électronique, multimédia et électroménager, sont soumis aux mêmes obligations que les points de vente historiques : redevance, pièces détachées...

En 2021 avec le contexte sanitaire, le poids du « online » a progressé.

En 2023 L'omnicanalité devient clé sur toutes les catégories.

Le e-commerce poursuit sa croissance en France

### LES CHIFFRES : RAPPORT DE BRANCHE

Voir rapport de branche des commerces et services de l'Audiovisuel, de l'Electronique et de l'Equipeement ménager (pour mémoire, le rapport de branche réalisé au 4ème trimestre de l'année précédente traite des données de l'année passée)

### Etude d'opportunité sur la création d'une certification sur le métier de Technicien dépanneur - réparateur en électroménager et électronique

La branche des Commerces et Services de l'Audiovisuel, de l'Electronique et de l'Equipeement ménager souhaite développer la filière de la réparation au sein de ses entreprises. Les entreprises, toutes tailles confondues, peinent à recruter des techniciens dépanneur-réparateur en électroménager qualifiés.

Le technicien dépanneur-réparateur en électroménager et électronique :

- Réalise un diagnostic de l'appareil
- Identifie l'origine de la panne
- Répare l'appareil, change la/les pièces défectueuse(s)
- Prend en charge, informe et conseille le client

## 2 – REPARATION - SAV

### PROMOTION DE LA REPARATION

L'animation sur les réseaux sociaux se poursuit.

Les 2 messages ci-dessous ont connu un réel succès et généré du flux.

« En panne ? Même pas peur ! » « Rentrée écoresponsable, la bonne résolution c'est la réparation »

FEDELEC reste très mobilisée sur la Promotion de la Réparation.

### REPAR'ACTEURS

L'ADEME et les Chambres de métiers et de l'artisanat mettent à disposition les coordonnées des artisans réparateurs. Certains sont labellisés Répar'Acteurs. C'est-à-dire qu'ils mettent à l'honneur la réparation plutôt que l'achat d'objets

neufs. Compétents, ils peuvent être consultés pour des conseils d'utilisation et d'entretien. Ils sont ainsi acteurs de la réduction des déchets.

Ils sont reconnaissables au logo Répar'Acteurs. On peut aussi les retrouver lors d'événements de promotion de la réduction des déchets ou de la réparation.

Répar'Acteurs élu par CMA France comme « Produit Phare » en 2019

Toutes les régions ou presque sont maintenant entrées dans le dispositif Répar'Acteurs. Il avait été décidé en 2019 que l'ADEME se désengagerait alors de la gestion de l'annuaire. Désormais, c'est CMA France

Le partage des ressources se fait au travers d'API (Application Programming Interface), ce qui permet des échanges simplifiés quelle que soit l'origine des requêtes.

Tous les fichiers informatiques sont centralisés sur les serveurs de CMA France. Peuvent s'y connecter les diverses pages créées par les CMA au niveau régional, le site national [www.annuaire-reparation.fr](http://www.annuaire-reparation.fr), le site de l'ADEME [www.longuevieauxobjets.gouv.fr](http://www.longuevieauxobjets.gouv.fr), plus tard sans doute l'annuaire des labellisés du fonds réparation.

Le renvoi se fait actuellement sur [www.reparateurs.artisanat.fr](http://www.reparateurs.artisanat.fr), sans savoir pour l'instant laquelle des deux adresses sera retenue pour la version définitive.

Des travaux ont lieu à CMA France\* pour définir le cahier des charges du futur site. Véronique SOVRAN et Joël COURET collaborent en tant que représentants nationaux des Répar'Acteurs.

Les réflexions portent également sur la définition du cahier des charges du dispositif devenu national, qui s'appliquera désormais à l'ensemble des régions. Les règles doivent être communes au niveau de la communication, des exigences au regard de l'adhésion à la marque, des contraintes, des codes NAF\* entrant dans le dispositif, etc.

La start-up Moom met à disposition le fichier des réparateurs sur son application : [moom.app](http://moom.app)

L'Occitanie garde une certaine autonomie en conservant 3 ans encore son site web régional. Il a été réactualisé en fin d'année 2021 : <https://www.reparateurs-occitanie.fr/>

Les travaux d'évolution se sont poursuivis à CMA France<sup>(Glossaire)</sup> durant toute l'année 2022, pour réaliser un cahier des charges désormais national, et pour le futur site web. Véronique SOVRAN et Joël COURET collaborent en tant que représentants nationaux des Répar'Acteurs, au nom de la CNAMS<sup>(Glossaire)</sup>. L'idée est de faire évoluer Répar'Acteurs de son statut actuel de marque vers celui de label. La réflexion est large, elle porte également sur les codes NAFA<sup>(Glossaire)</sup> appelés à pouvoir accéder au label.

Benjamin Mattely a quitté CMA France fin 2022. Son départ a eu pour conséquence de ralentir les évolutions en cours sur Répar'Acteurs. Avec sa successeuse Maëlle Chapuis-Mirol, nommée en mars 2023.

Les travaux se sont poursuivis en 2023 pour faire évoluer le cahier des charges de Répar'Acteurs appliqué depuis le début de l'année. L'idée est que l'obtention du label Répar'Acteurs facilite l'accession aux labels exigés dans les différents fonds réparation, pour faire profiter plus facilement les consommateurs des bonus réparation.

La nouvelle version du site web [www.annuaire-reparation.fr](http://www.annuaire-reparation.fr) / [www.reparateurs.artisanat.fr](http://www.reparateurs.artisanat.fr) a été mise en ligne en 2023.

## PRIME REPARATION TOULOUSE METROPOLE

Depuis octobre 2020, en choisissant de confier leur appareil défilant à un Répar'Acteur, les consommateurs toulousains peuvent bénéficier du remboursement de 30% du montant HT de la facture de réparation :

<https://www.toulouse-metropole.fr/-/aide-aux-particuliers-pour-la-reparation-de-leurs-biens-manufactures>

Toulouse Métropole, avec qui FEDELEC a eu l'occasion d'échanger plusieurs fois, est satisfaite de ce dispositif qui rencontre du succès dès lors que les réparateurs informent correctement leurs clients sur cette possibilité de prise en charge financière.

## INDICE DE REPARABILITE

A l'invitation du Ministère de la Transition Ecologique et de l'ADEME, FEDELEC a participé pendant 2 ans aux travaux de construction de l'indice, en portant la parole des réparateurs professionnels lors des très nombreuses réunions et des ateliers « sous-groupes produits ».

L'affichage de l'[indice de réparabilité](#) est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour 5 catégories de produits. Il s'exprime obligatoirement par l'intermédiaire de 2 supports :

- **Une note affichée** dans un pictogramme dont la couleur évolue du rouge au vert foncé selon la valeur obtenue par l'appareil (entre 0 et 10)
- **Une synthèse de la notation**, mise à disposition des consommateurs, qui permet de savoir au travers d'une grille de notation comment cette note a été obtenue

On peut regretter que si la note de réparabilité est le plus généralement affichée, l'accès à la synthèse de notation semble souvent dissimulé. Plus grave, il n'est pas rare qu'il ne soit pas du tout mentionné. Il est triste d'avoir à le déplorer sur nombre de sites web, parfois même de groupements d'achats.

FEDELEC était représenté par :

- **Lave-linge top** → Laurent Chéron, Thierry Colonna, Joël Couret
- **Lave-vaisselle** → Laurent Chéron, Thierry Colonna, Joël Couret
- **Aspirateur** → Laurent Chéron, Thierry Colonna, Joël Couret
- **Nettoyeur haute-pression** → Joël Couret

- **Tablette numérique** → Gilles Saint-Didier

Le cas des tablettes numériques est particulier. Le groupe de travail s'est réuni 2 fois, et a cessé ses travaux après avoir appris qu'un indice de réparabilité européen était en gestation, qui allait s'appliquer courant 2022 sur les smartphones et les tablettes. Il était donc inutile de poursuivre la réflexion sur un indice qui se verrait supplanté avant même sa mise en application.

Quatre projets d'arrêtés ont été transmis aux parties prenantes à la mi-janvier pour relecture, avant que le ministère les transmette pour avis consultatif à la Commission européenne.

Les arrêtés sectoriels ont été publiés le 4 mai 2022 au Journal Officiel :

Aspirateurs filaires : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742661>

Aspirateurs non filaires : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742718>

Aspirateurs robots : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742672>

Lave-linges chgt par le dessus : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742683>

Lave-vaisselles : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742695>

Nettoyeurs Haute Pression : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045742707>

Où se procurer les indices de réparabilité des produits :

- **Spareka** (général) : <https://www.indicereparabilite.fr/>
- **Spareka** (par marque) : <https://www.indicereparabilite.fr/etiquette-produit/+marque>
- **Sur le site web** des metteurs sur le marché
- **Apple**: <https://support.apple.com/fr-fr/circular-economy-repairability-indices>
- **Microsoft**: <https://support.microsoft.com/fr-fr/surface/indice-de-r%C3%A9parabilit%C3%A9-pour-la-france-8aa5a99c-b562-4260-811c-0589362ae161>
- **Samsung**: <https://www.samsung.com/fr/support/>
  - Entrer la référence de l'appareil
  - Manuels et téléchargements
  - Indice de réparabilité (Paramètres de calcul)

La proposition de création d'un comité ad hoc (Comité de Liaison de l'Indice de Réparabilité), que FEDELEC avait faite, n'a pas été retenue. Le ministère a préféré que la surveillance des notes soit confiée à la société civile. A l'initiative de l'association HOP, une " coalition " s'est constituée. S'y trouvent associés CMA France, CMA Nouvelle-Aquitaine, FEDELEC, HOP, iFixit, Spareka, Murfy, GSM Master, The Repair Academy, etc.

Bilan après 1 année d'application de l'obligation d'affichage de l'indice

FEDELEC a réalisé fin novembre 2021 une enquête auprès des artisans réparateurs et distributeurs, pour évaluer leur connaissance de cet indice, leur perception de son application et leurs sentiments sur les notes de réparabilité produites. Elle a fait l'objet d'un article dans une publication digitale diffusée en avril 2022 :

<https://www.fedelec.fr/wp-content/uploads/2022/04/Indice-de-Reparabilite.pdf>

HOP a diffusé en février 2022 un premier bilan :

<https://www.halteobsolescence.org/wp-content/uploads/2022/02/Synthe%CC%80se-rapport-indice-de-reparabilite.pdf>

L'ADEME a réalisé en 2022 un rapport sur ce sujet. S'il est publié, il sera disponible sur le site FEDELEC :

<https://www.fedelec.fr/repairation-accueil/informations/>

FEDELEC a fait des demandes d'évolution de l'indice de réparabilité auprès du ministère :

**Critère 1**

- Détermination de la signification exacte de certains intitulés
- Documentation : nécessité de désigner précisément le type de document intitulé **1.1.D** - Schémas des cartes électroniques (il est apparu que certains déclarants en avaient, volontairement ou pas, une interprétation très éloignée de la signification réelle)
- Verrouillage d'un accès « sans frais » et « sans ambiguïté » aux réparateurs et consommateurs, concernant les documents cités dans les différents sous-critères

**Critère 3**

Association plus étroite entre le délai de livraison et la durée de mise à disposition, pour ne plus voir dans certains cas une note de 0 en disponibilité et une note de 10 pour le délai de livraison

**Plus généralement**

Visibilité des divers engagements pris par les déclarants, qui justifient la note obtenue. Sans cet accès détaillé, il est très difficile, impossible même le plus souvent d'exercer un contrôle, ou plus simplement de savoir ce qui est mis à disposition en correspondance des notes obtenues dans les sous-critères. Nous avons à nouveau sollicité les pouvoirs publics pour obtenir plus de transparence à l'égard des détails dans les sous-critères (en dehors du critère 4 - Prix)

Sur tous les points pour lesquels des demandes ont été exprimées, FEDELEC a fait des propositions précises, dont certaines ont été examinées lors du COSUI<sup>(Glossaire)</sup> du 6 avril 2022.

**La notice d'aide au calcul** a enregistré des améliorations qui avaient de l'importance, de façon à éviter au maximum les interprétations. La version 3 a été diffusée en juin 2022 :

[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Notice\\_indice\\_reparabilite\\_FR\\_V3.0.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Notice_indice_reparabilite_FR_V3.0.pdf)

FEDELEC a interrogé les metteurs sur le marché les plus importants pour connaître les possibilités d'accès aux documents techniques ayant permis de prendre des points pour la note de réparabilité. Tous les producteurs sollicités n'ont pas apporté une réponse, certains n'ont pas répondu de façon satisfaisante mais cela a tout de même permis de rédiger un document communiqué aux adhérents FEDELEC, dans lequel on retrouve beaucoup d'informations utiles. Les producteurs y sont classés par ordre alphabétique. Ce document est appelé à s'enrichir et fera l'objet de mises à jour régulières.

L'obligation d'affichage d'une note de réparabilité, assortie de celle de mise à disposition d'un document de synthèse de notation permettant de savoir comment elle a été obtenue concerne actuellement neuf catégories de produits.

Le GIFAM a développé un site web sur lequel sont mis à disposition beaucoup de notes et synthèses de notation d'appareils (blanc, brun et gris) soumis à indice de réparabilité : <https://www.monindicedereparabilite.fr/home>

Plusieurs évolutions sont prévues en 2023, dont certaines qui sont en rapport direct avec son intégration dans celui de durabilité. Autre intégration prochaine, celle dans une base de données en open data, dont la mise en place est prévue pour le second semestre 2023 sur : <https://www.data.gouv.fr/fr/>, qui donnera accès à plus d'informations centralisées.

Progressivement à partir de 2024, la presque totalité des éléments déclarés par le producteur pour l'indice de réparabilité / indice de durabilité seront disponibles dans une base de données en open data sur : <https://www.data.gouv.fr/fr/>

### **INDICE DE DURABILITE**

Conformément aux exigences de la loi AGECL l'ADEME et le CGDD pilotent l'élaboration et la mise en place pour 2024 de l'**indice de durabilité**. Ce dernier aura pour vocation, sur le long terme, de prolonger la durée de vie des EEE<sup>(Glossaire)</sup> en agissant sur plusieurs leviers :

- Coté constructeurs en favorisant l'écoconception des produits ;
- Coté consommateurs en les informant de manière efficiente et complète pour favoriser l'achat des produits les plus vertueux.

Une étude de préfiguration a été menée par l'ADEME, qui a réuni des représentants des pouvoirs publics et l'ensemble des parties prenantes en lien avec les EEE : producteurs (metteurs sur le marché), professionnels de la distribution de produits et de pièces détachées, réparateurs et ONG\*

[https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/4854-etude-de-prefiguration-en-vue-de-la-mise-en-oeuvre-d-un-indice-de-durabilite.html#/44-type\\_de\\_produit-format\\_electronique](https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/4854-etude-de-prefiguration-en-vue-de-la-mise-en-oeuvre-d-un-indice-de-durabilite.html#/44-type_de_produit-format_electronique)

Des GT sectoriels (Groupes de Travail) ont été constitués pour les produits déjà soumis à l'indice de réparabilité : Lave-linge hublot, Téléviseur, Ordinateur portable, Smartphone et Tondeuse à gazon. Des réunions permettront de faire des propositions sur le squelette de grille de notation, la définition des critères de fiabilité et d'amélioration, les diverses pondérations, etc.

Les réunions de ces Groupes de Travail sectoriels ont commencé en février 2022.

Enfin, des réunions élargies en COPIL\* auront lieu régulièrement pour entériner les décisions importantes.

Au regard des réunions auxquelles FEDELEC a déjà participé, il apparaît que nombreuses vont être les difficultés pour créer cet indice :

- Les textes européens qui vont ou risquent de télescoper les choix adoptés, que ceux-ci concernent l'indice de réparabilité (critères différents de l'indice français) ou peut-être plus largement celui de l'indice de durabilité (création en parallèle d'un indice européen ?)
- La difficulté à mesurer la fiabilité (les limites semblent être vite atteintes)
- Les possibilités d'amélioration difficilement compatibles avec les caractéristiques déposées pour le produit
- La traduction en anglais de tous les travaux, exigée par les industriels
- La pondération des critères et sous-critères

Laurent Chéron, Thierry Colonna, Joël Couret et Gilles Saint-Didier représentent FEDELEC dans les différents travaux

Pour apporter un maximum d'informations au GT téléviseurs, FEDELEC a diligenté en mai 2022 une enquête auprès des artisans réparateurs. Les résultats sont diffusés dans une des revues digitales que FEDELEC diffuse régulièrement

Plusieurs groupes de travail ont longuement travaillé, non sans peine, à établir des critères censés être pertinents. Les travaux de construction de l'indice se poursuivent, d'une importance capitale car le nouvel indicateur devra intégrer l'actuel indice de réparabilité pour lequel FEDELEC a activement œuvré afin qu'il soit le plus crédible possible. L'attention devra être portée sur le fait que ce dernier ne soit pas vidé de sa substance face aux additionnels critères de fiabilité et de robustesse

pour lesquels les états limites et méthodes de mesures sont encore des points de frictions entre pertinence et coûts de réalisation.

Les travaux de construction de l'indice se poursuivent, le nouvel indicateur devra intégrer l'actuel indice de réparabilité pour lequel FEDELEC a activement œuvré afin qu'il soit le plus crédible possible.

L'obligation d'affichage de l'indice de durabilité prévue en janvier 2024 est décalée à fin 2024.

**Retournement de situation** : les commissaires européens ont jugé que le texte français sur les smartphones n'est pas compatible avec le droit de l'Union. La Commission demande à la France de retravailler ces textes.

### **PANASONIC Documentation technique**

FEDELEC essaie en permanence d'aplanir les difficultés que rencontrent les réparateurs indépendants. Accéder aux documents techniques est bien souvent de celles-ci.

Des échanges constructifs avec PANASONIC ont permis en 2019 une facilitation bénéfique pour la réparation des appareils que le groupe japonais met sur le marché.

Depuis, les adhérents FEDELEC qui ont une activité de réparation TV / Vidéo / Audio / Electroménager peuvent **accéder à l'ensemble de la documentation technique** sans posséder de compte.

PANASONIC leur demande seulement d'accepter une clause de confidentialité qui leur impose de ne pas diffuser les codes d'accès qui leur sont attribués.

### **IMPRESSION 3D et REPARATION**

L'ADEME a entamé en 2022 des travaux sur ce sujet. Thierry Colonna est en charge de ce dossier pour FEDELEC.

L'ADEME a réuni un comité de pilotage regroupant un panel de constructeurs, opérateurs, metteurs sur le marché et services-après-vente adeptes de cette technologie. Des entretiens individuels de chacun des participants sont en cours de réalisation afin de recueillir leurs pratiques, leurs points forts et les freins liés à la fabrication en 3D. Ce comité a pour but d'actualiser l'étude de 2017 : [Encourager la réparation via l'utilisation de l'impression 3D et des espaces de fabrication numérique](#) (librairie ADEME) en prenant en compte l'évolution des technologies, de l'écosystème de la fabrication numérique, et en intégrant un plus large éventail d'intervenants. Avec l'espoir que cette étude fasse évoluer les mentalités, aide à assouplir les restrictions et fasse prendre conscience de son utilité notamment dans la réparation de l'électroménager.

### **LE FONDS REPARATION**

Initié par le milieu associatif, réfléchi, porté par un petit groupe constitué des Amis de la terre, de HOP (Halte à l'Obsolescence Programmée), de CMA France (Chambres de Métiers et de l'Artisanat), de FNAC Darty et FEDELEC, un amendement a été adopté portant création de fonds dédiés à l'aide au financement de la réparation.

La loi AGECE porte création de 2 fonds dédiés à l'aide au financement de la réparation pour le premier et du réemploi et de la réutilisation pour le second.

Dans l'article 62 de la loi, on peut lire : *"... les éco-organismes et les systèmes individuels des filières concernées participent au financement des coûts de réparation effectuée par un réparateur labellisé des produits détenus par des consommateurs."*  
*" À cette fin, chaque éco-organisme et chaque producteur en système individuel créent un fonds dédié au financement de la réparation..."*

FEDELEC a participé aux consultations sur sa construction entre 2020 et 2021

Objectif de ce fonds : accompagner financièrement le consommateur pour l'inciter à faire réparer.

Sa création est inscrite dans l'article 62 de la LAGEC votée en février 2020. Le décret portant réforme de la **REP** a été publié le 27 novembre 2020.

Le référentiel de labellisation devrait être connu en septembre 2021, avec la publication du cahier des charges des éco-organismes.

Il est prévu que les réparateurs puissent faire leur demande de labellisation à partir du 4ème trimestre 2021, car la mise en service du dispositif de fonds réparation débutera le 1er janvier 2022, et s'étendra progressivement jusqu'en 2027.

#### Principe :

- ✓ Le consommateur s'adresse à un **réparateur labellisé**
- ✓ La réparation effectuée, le consommateur ne règle pas la facture dans sa totalité, mais la différence entre le montant total TTC et la prise en charge par le fonds
- ✓ Le professionnel envoie ensuite la facture à l'éco-organisme, qui règle le solde dans un délai maximum de 30 jours
- ✓ La réparation bénéficie d'une garantie minimale de 3 mois

Les éco-organismes ECOLOGIC\* et ECOSYSTEM\* seront les gestionnaires du fonds de réparation des EEE, de même d'ailleurs que celui du réemploi et de la réutilisation, réservé lui à l'ESS\*.

Les dispositions relatives à la réparation des équipements électriques et électroniques (chapitre 4 du cahier des charges des éco-organismes) ont fait l'objet de multiples travaux. Des études préalables ont été réalisées par l'ADEME\* Elles ont abouti au rapport « *Etude préalable sur le fonds réparation* » <https://www.fedelec.fr/reparation-accueil/informations/>

Les représentants de FEDELEC ainsi que plusieurs adhérents ont participé activement aux nombreux ateliers et réunions de travail. L'élaboration du référentiel destiné à la labellisation des réparateurs en faisait partie.



Le cabinet PwC (mandaté par ECOSYSTEM) a été chargé de la préfiguration du fonds. Il s'est appuyé sur l'organisme certificateur Bureau Veritas pour construire un référentiel de labellisation.

Les projets de cahier des charges que les éco-organismes ont présentés fin 2021 à la DGPR<sup>(Glossaire)</sup> n'avaient pas obtenu approbation. ECOLOGIC et ECOSYSTEM ont dû les revoir et les compléter en vue d'une nouvelle présentation en 2022, pour obtenir le renouvellement de leur agrément.

En conséquence, ce fonds réparation qui aurait dû être opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ne le sera que plus tard dans l'année, au dernier trimestre. Entre temps, FEDELEC continue sa surveillance des conditions de labellisation, veille particulièrement à ce qu'elles soient adaptées aux petites structures de réparation, et continuera de le faire autant que nécessaire.

Arrêté du 27 octobre 2021 portant **cahiers des charges des éco-organismes**, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044273082>

### **Ouverture du fonds réparation à l'Economie Sociale et Solidaire**

Défendre les intérêts des artisans réparateurs de EEE pour que la labellisation leur soit proposée dans des conditions acceptables aura consommé beaucoup de temps et d'énergie chez FEDELEC :

- 32 réunions avec les divers interlocuteurs officiels, programmées entre octobre 2020 et mai 2022, en distanciel pour beaucoup, en présentiel à Paris pour plusieurs d'entre elles ;
- 1 commentaire sur une consultation publique ;
- 8 longs courriers adressés aux éco-organismes, à l'ADEME\* à la DGPR\*, à la ministre de la transition écologique, au ministre des PME, à la Direction Générale des Entreprises.

### **La labellisation des réparateurs a commencé au premier semestre 2022.**

Le label a pour nom : **QualiRépar** → [www.label-qualirepar.fr](http://www.label-qualirepar.fr)

Les demandes peuvent être déposées sur la plateforme commune aux 2 éco-organismes Ecologic et ecosystem, accessible par le lien : <https://demande-label-qualirepar.fr>

**Le fonds réparation EEE a été ouvert aux consommateurs le 15/12/2022**, avec moins de 400 entreprises labellisées en un peu plus de 8 mois (la labellisation avait commencé le 4 avril 2022).

Le seuil des 1200 labellisés a été atteint en avril 2023.

5167 points de réparations enregistrés au 14/03/2024.

A la mi-avril 2024, 7 969 905 € de bonus ont été distribués, soit 11% des 63 millions d'euros destinés à faciliter la réparation des EEE.

### **Les points sur lesquels nous avons obtenu satisfaction au fil des mois :**

**Juillet 2021** → A notre demande, remplacement dans le référentiel de l'expression "acteurs de la réparation" par le mot "réparateurs". Malgré tout, les éco-organismes se réservent le droit de déterminer qui est réparateur, « *indépendamment de toute notion de code APE ou RNM* » (sic)

**Février 2022** → Les pouvoirs publics imposent la division par 3 du coût de labellisation. Le montant pour un Multisite 1-2 ne pourra pas dépasser 150€ / an

**Décembre 2022** → Par décret du 12 décembre (article 8), les éco-organismes devront transmettre à l'ADEME les données relatives aux réparations soutenues. CMA France et FEDELEC ont obtenu que soient également transmises celles sur les réparateurs ayant bénéficié du fonds. S'y est ajouté l'obligation de transmettre les données sur les réparateurs ayant bénéficié de soutiens hors fonds réparation

**Octobre 2022** → Concernant le surcoût de labellisation dans la catégorie 3-100, pour les réparateurs ne disposant pas d'agrément ou de certification ISO, abandon des 425€ supplémentaires et suppression de l'allongement de la durée d'audit

**Décembre 2022** → délai de remboursement des sommes avancées pour les bonus : 30 jours jugés excessifs. Les 2 éco-organismes les ont réduits de moitié

**Février 2023** → Plusieurs évolutions simplificatrices sont observées :

1. Nouvelle version de référentiel :
  - Critère 6.3.5 retiré → Plus d'obligation de réaliser un devis ;
2. Pour les remboursements de bonus :
  - Chez Ecosystem, la transmission d'une photo de la plaque signalétique et de celle du produit ont maintenant toutes deux un caractère facultatif pour obtenir le remboursement → <https://www.ecosystem.eco/fr/article/qualirepar-solutions> ;
  - Chez Ecologic, l'obligation de transmettre la photo de l'appareil a été supprimée. Celle de la plaque signalétique du produit est maintenue. La demande de soutien préalable, mal vécue par les entreprises artisanales, reste imposée → <https://support.e-reparateur.eco/support/solutions/articles/43000685083-ecologic-comment-cr%C3%A9er-une-demande-de-soutien->

Depuis fin 2023 :

- Doublement du montant du bonus réparation sur 5 produits : lave-linge, lave-vaisselle, sèche-linge, aspirateur et téléviseur ;
- Abaissement du coût de procédure de labellisation : plafonnement à 200€ H.T / 3 ans pour les artisans réparateurs ;
- Remboursement des bonus aux réparateurs dans un délai maximal de 15 jours, sans qu'une validation du consommateur puisse en retarder le versement ;
- A partir de juillet 2024, obligation est faite aux éco-organismes de mettre en place une plateforme unique de remboursement.
- Remboursement des bonus : simplification et harmonisation pour que les éléments à renseigner soient les mêmes sur les portails Ecosystem et Ecologic.

**Au 1er janvier 2024** : entrée en vigueur de nouveaux éléments :

- ❖ Les éco-organismes ont réalisé une campagne d'information et de sensibilisation d'envergure nationale radio portant sur le fonds dédié au financement de la réparation le 16 mars 2024 et ont labellisé les acteurs de la réparation à distance le 8 mars 2024.
- ❖ Objectifs minimaux à atteindre pour un nombre minimal de sites et de réparateurs itinérants labellisés dans le cadre du fonds réparation :
  - Au plus tard le 31 décembre 2024 : 7 800
  - Au plus tard le 31 décembre 2027 : 14 000L'éco-organisme met en œuvre les actions nécessaires afin d'assurer une répartition territoriale équilibrée des sites et réparateurs itinérants labellisés.
- ❖ Financement des coûts de réparations réalisées par un réparateur labellisé, y compris lorsque la réparation est réalisée avec la participation du consommateur, notamment à distance.
- ❖ Les ressources financières mentionnées pour les fonds peuvent être utilisées par l'éco-organisme afin de cofinancer la formation au métier de réparateur.

<https://www.label-qualirepar.fr/evolutions-2024/>

**Bilan 1 an** : **8 M€** dépensés en bonus (< 12% de l'enveloppe de 63 M€ fixés par les pouvoirs publics) ; **948** réparateurs labellisés ; **5167** sites physiques où peuvent être déposés les produits à réparer.

### **Les points sur lesquels nous n'avons pas encore obtenu satisfaction :**

#### **1. Parcours de labellisation**

- Accès à la documentation technique
- Différence d'accès aux pièces détachées
- Formations techniques
- PIEC (Pièces Issues de l'Economie Circulaire) (Utilisation et définition)

#### **2. Parcours du réparateur labellisé**

- Majoration de 20 % de la participation financière à la réparation en cas d'utilisation d'une pièce détachée issue de l'économie circulaire (PIEC).
- Auto-évaluations annuelles à formaliser, difficile à réaliser dans une TPE où le temps est compté
- La simplification prévue pour le regroupement des deux plateformes n'est toujours pas opérationnelle.

Pour Ecologic, à la mi-mars 2024, nous déplorons d'énormes retards et complications sur le traitement et le règlement des factures car la mise à jour des bonus réparation n'a pas été faite.

### **Observatoire du fonds réparation EEE :**

Un observatoire du fonds réparation EEE a été mis en place afin d'étudier le bon fonctionnement du dispositif. La mission a été confiée à l'association CLCV. Un premier bilan a été diffusé en mai 2023

<https://www.clcv.org/storage/app/media/Observatoire%20du%20fonds%20r%C3%A9paration.pdf>

### **CREATION DU CNR (Comité National de la Réparation) en juin 2023**

Ce comité, dont la mise en place a été confiée à l'ADEME, est un lieu d'échanges entre les parties prenantes pour faire avancer la réparation.

Il est composé de sept collègues comportant chacun 3 titulaires et 3 suppléants au nom des :

Réparateurs ; SAV ; Fabricants-distributeurs ; ONG ; Acteurs de l'ESS ; Eco-organismes ; Elus locaux et parlementaires.

FEDELEC (Gilles SAINT-DIDIER en tant que Titulaire et Patrick BRIALLART suppléant) siège dans le collège

« réparateurs » avec la CMA France et la FRADD (Fédération de la réparation, assistance et dépannage à distance).

### **REPARATION DES TELEVISEURS**

Formation initiale inadaptée voire sommaire, disparition de la formation continue. Pièces détachées souvent indisponibles ou chères, fabricants qui refusent de les vendre directement aux réparateurs non agréés, ce qui entraîne généralement une majoration trop importante du prix du fait que l'intermédiaire désigné auquel le réparateur est obligé de s'adresser est très souvent en situation de faible concurrence. Taille des écrans de plus en plus grande et prix publics de plus en plus faibles.

La réparation des téléviseurs est en danger, alors que l'impact environnemental de ces produits est important.



Ce dernier est mis en évidence par l'ADEME<sup>(Glossaire)</sup> dans un rapport paru en janvier 2022, disponible sur le site de FEDELEC : « *Evaluation de l'impact environnemental du numérique...* » <https://www.fedelec.fr/reparation-accueil/informations/>

Le souhait de FEDELEC était que soit étudiée attentivement la réparation dans le secteur de l'EGP. Il est exaucé en 2022, l'ADEME profite de la réactualisation du panorama de la réparation (la dernière version était de 2018) pour traiter séparément ce sujet.

Il n'est plus rare d'entendre que les téléviseurs sont près d'être devenus irréparables. Les inquiétudes croissent, alors que s'accumulent les observations négatives :

- Ecrans de plus en plus grands rendant difficiles les interventions et le transport
- Disparition des schémas des cartes électroniques chez des grands acteurs de la fabrication
- Pièces détachées absentes ou trop onéreuses
- Disparition de la formation continue

## **PIECES DETACHEES – REPARATION AU COMPOSANT**

### **PIECES DETACHEES**

Commercialisation des pièces détachées dans le secteur des produits électriques et électroniques, une réparabilité trop souvent limitée. Article L111-4 du Code de la consommation : disponibilité ou non-disponibilité des pièces détachées.

Dès lors qu'il a indiqué la période ou la date mentionnées au premier alinéa, le fabricant ou l'importateur fournit obligatoirement, dans un délai de quinze jours ouvrables, dans des conditions non discriminatoires, aux vendeurs professionnels, aux reconditionneurs ou aux réparateurs, agréés ou non, qui le demandent les pièces détachées indispensables à l'utilisation des biens vendus :

Article D111-5 du Code de la consommation : L'obligation de fournir des pièces détachées mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 111-4 est mise en œuvre sans préjudice de l'application des règles de concurrence relatives aux réseaux et accords de distribution sélective et exclusive : [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000032807124](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000032807124)

Un décret publié en fin d'année 2021 impose une durée de disponibilité des pièces détachées de 5 ans pour les ordinateurs portables et les téléphones mobiles multifonctions.

Décret n° 2021-1943 du 31 décembre 2021 relatif à la durée de disponibilité des pièces détachées :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806581>

### **ETUDE SUR LA PIECE DETACHEE**

Les travaux ont commencé en septembre 2023. Cette étude concerne les pièces détachées pour les 6 REP dotées d'un fonds réparation : EEE (Equipements Electriques et Electroniques) ; ASL (Articles de Sport et de Loisir) ; ABJth (Articles de Bricolage et de Jardin Thermiques) ; TLC (Textiles, Linges de maison et Cordonnerie) ; Jouets ; EA (Eléments d'Ameublement)

Diffusion du rapport courant 2024.

Il est rappelé que par précaution il est nécessaire de faire signer un document ou une facture, mentionnant **l'abandon de l'appareil !**

**PIEC** : Pièces issues de l'économie circulaire

La définition des pièces de rechange issues de l'économie circulaire renvoie aux dispositions du code de l'environnement concernant la valorisation des déchets en vue d'une réutilisation et les conditions de mise sur le marché des objets issus de cette valorisation notamment en matière de sécurité.

Les travaux de rédaction des décrets d'application avaient été confiés à la DGCCRF\* qui a consulté FEDELEC en fin d'année 2020. Il a été tenu compte de quelques observations que nous avons faites au niveau des listes de pièces proposées. En revanche, aucune des propositions d'ajout, par exemple d'éléments de carrosserie, n'a été retenue. Les risques d'hygiène que nous avons signalés par rapport à certaines pièces ont fait qu'elles ont été retirées des listes.

Publiés en fin d'année 2021, les décrets imposent et précisent l'obligation qui est faite de proposer des pièces de rechange issues de l'économie circulaire pour la réparation et l'entretien d'équipements électroménagers ou électroniques.

Décret n° 2021-1944 du 31 décembre 2021 relatif à l'utilisation de pièces de rechange issues de l'économie circulaire :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806569>

Décret n° 2021-1945 du 31 décembre 2021 relatif à l'information du consommateur sur les conditions de vente des pièces issues de l'économie circulaire dans le cadre des prestations d'entretien ou de réparation des équipements électroménagers, petits équipements informatiques et de télécommunications, écrans et moniteurs :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806581>

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15518>

La loi impose donc désormais aux réparateurs d'informer les consommateurs sur cette possibilité qui leur est offerte de choisir des pièces détachées d'occasion plutôt que des pièces neuves. L'impact sur le prix et les délais de la réparation devront lui être précisés.

Un affichage clair, visible et lisible de l'extérieur est obligatoire à l'entrée du local d'accueil de la clientèle ainsi que sur le site internet, si celui-ci existe.

Produits concernés :

- Lave-linge et lave-linge séchant ménagers
- Lave-vaisselles ménagers
- Réfrigérateurs
- Téléviseurs et moniteurs
- Ordinateurs portables
- Téléphones mobiles multifonctions

La réparation "au composant" d'une carte électronique au lieu de son remplacement pur et simple permet d'amoindrir le coût de prestation du réparateur. Dans certains cas, en palliant l'indisponibilité définitive de la carte, l'appareil peut ainsi continuer son cycle normal de vie.

Ce type de réparation est pratiqué depuis toujours en télévision, car pendant des dizaines d'années ces appareils ne possédaient pour ainsi dire qu'une seule grande carte électronique qu'il était indispensable de réparer. Les techniciens étaient formés en conséquence, et cette pratique était la norme. Malgré l'évolution technologique, la plupart des constructeurs ont continué de fournir les schémas des cartes électroniques et considéré que les réparer "au composant" était normal même s'ils ne procuraient pas eux-mêmes les composants.

Certains cependant ont cessé depuis plusieurs années de diffuser les schémas détaillés des cartes, rendant du même coup le diagnostic plus difficile pour le technicien.

Dans le domaine de l'électroménager, l'électronique est venue plus tard et ce sont souvent des techniciens venant de l'électronique grand public ou formés à l'électronique qui se sont mis à réparer les cartes des lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs, plaque de cuisson, etc.

Les fabricants ne diffusent pas les schémas des cartes, mais leur réparation est malgré tout courante, les grossistes en pièces détachées leur procurant les composants électroniques nécessaires.

Dans un comité de suivi de l'indice de réparabilité, le représentant d'un grand groupe d'électroménager européen a reconnu qu'il était logique de remplacer un composant sur une carte électronique, pour réparer à moindre coût et éviter de générer un déchet.

En cas de sinistre, pas forcément en rapport avec l'intervention du dernier réparateur qui est intervenu, la question de la responsabilité peut être posée même si la preuve est faite que son travail précédent répondait bien aux règles de l'art (qualité des soudures, choix des composants remplacés, etc.) ?

Nous avons posé la question à MAAF Assurance, voici la réponse de leur service juridique :

*En cas d'incendie prenant naissance dans un composant électronique défectueux (c'est-à-dire un produit non pas inapte à son usage, mais présentant un défaut de sécurité telle que celle à laquelle le grand public peut légitimement s'attendre) installé par un des adhérents de la FEDELEC lors d'une réparation sur un appareil électroménager, et en l'absence de toute faute commise par le professionnel dans le cadre de son intervention, la responsabilité du fait des produits défectueux est susceptible d'être mise en jeu à partir du moment où la victime aura pu établir le dommage, le caractère dangereux du produit, et le lien de causalité entre le produit et le dommage.*

*Si la loi du 19 mai 1998 sur la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (issue de la Directive du 25 juillet 1985) prévoit que c'est sur le producteur (c'est-à-dire le fabricant du produit fini ou de l'une de ses composantes) que pèse la responsabilité, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime (article 1245 du Code civil), l'article 1245-6 du Code civil prévoit que, « si le producteur ne peut être identifié, le vendeur, le loueur ... ou tout autre fournisseur professionnel, est responsable du défaut de sécurité du produit, dans les mêmes conditions que le producteur, à moins qu'il ne désigne son propre fournisseur ou le producteur, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la demande de la victime lui a été notifiée ... »*

*Notre assuré réparateur, s'il est également vendeur du composant installé, peut donc voir sa responsabilité engagée en lieu et place du producteur du composant, dans l'hypothèse où l'identité de ce producteur demeure inconnue.*

*Néanmoins, si notre assuré communique l'identité de son propre fournisseur ou du producteur dans le délai de trois mois à compter de la demande de la victime, la mise en cause de sa responsabilité par cette dernière ne sera pas possible.*

*Enfin, notre assuré réparateur/vendeur qui aura été amené à indemniser la victime pourra se retourner contre le producteur pour obtenir le remboursement des sommes versées à la victime à condition qu'il agisse dans l'année suivant la date de citation en justice*

## ETUDE SUR LA REPARATION AU COMPOSANT

La réalisation de l'enquête auprès des professionnels a été confiée à FEDELEC, dans le cadre d'une convention signée avec l'ADEME en 2022. Y est également inclus un volet formation.

Plus de 15 000 entreprises ont été invitées à répondre à un questionnaire en ligne en janvier 2023, des domaines de l'informatique, de la téléphonie, de l'électronique grand public et de l'électroménager. Les résultats montrent de façon très claire que :

- Ce type de réparation est communément pratiqué par une majorité de professionnels ;

- Les techniciens pourraient en faire plus si les fabricants mettaient à disposition des documentations plus complètes et les schémas des cartes électroniques ;
- Les réparateurs y voient un avenir.

Une enquête différente a été adressée aux formateurs, pour éclairer le volet formation également confié à FEDELEC. Le rapport est mis à disposition au second semestre 2023 dans la librairie ADEME.

<https://librairie.ademe.fr/dechets-economie-circulaire/6505-la-reparation-au-composant.html>

#### Garantie légale de conformité sur les pièces détachées

L'article L217-26 du Code de la consommation précise que la garantie légale de conformité ne s'applique pas aux pièces ou fournitures fournies à titre accessoire dans le cadre de la prestation effectuée.

**Article L217-26** du 29 septembre 2021 relatif à la GLC<sup>(Glossaire)</sup> sur les pièces détachées :

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000044139946](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044139946)

#### Restrictions dans la distribution de pièces détachées

Les pièces d'origine, accessoires et consommables MIELE ne pourront plus être vendus via et à des revendeurs non autorisés, non agréés par MIELE. Seuls, MIELE et les grossistes agréés MIELE pourront vendre les pièces d'origine à d'autres opérateurs.

Même chose chez Dyson, pièces vendues uniquement par le réseau Dyson

### **RECONDITIONNÉ**

C'est une activité qui prend de plus en plus d'importance, sur laquelle la réglementation a été renforcée. Les produits reconditionnés sont aujourd'hui familiers pour le consommateur, surtout lorsqu'il est question de téléphones mobiles et de tablettes.

Une concurrence importante s'installe, venant d'horizons divers. Les traditionnels pratiquent depuis toujours la vente d'occasions, sans forcément communiquer à ce sujet. Face à l'accroissement incessant de l'offre, les petites structures ont tout intérêt à faire savoir aux consommateurs qu'eux aussi proposent du reconditionné.

La holding de Boulanger prend le contrôle de Recommerce et Murfy s'est allié à Back Market pour l'électroménager reconditionné. Cela permet à la première d'élargir sa clientèle sur la partie vente de gros électroménager reconditionné et à la seconde d'élargir son catalogue.

Le Groupe SEB a également confié son petit électroménager à Back Market

DONEO : start-up de reconditionnement d'appareils de gros électroménager. Elle fournit des structures telles qu'Electro Dépôt, la Fnac et des magasins du réseau Happy Cash → <https://doneo.co/>

#### Smartphones et tablettes reconditionnés : une enquête de la DGCCRF montre que l'information délivrée aux consommateurs reste à améliorer.

L'emploi du terme reconditionné est devenu aujourd'hui un vrai argument de vente des produits. Il s'étend à des catégories de plus en plus nombreuses de biens de consommation, allant au-delà des smartphones et appareils électroniques (électroménager, vélos électriques, jouets...), et doit désigner des appareils dont l'état et le fonctionnement ont été vérifiés et qui, le cas échéant, ont fait l'objet d'une intervention technique destinée à les remettre en état.

<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/smartphones-et-tablettes-reconditionnees-une-enquete-de-la-dgccrf-montre-que-linformation>

C'est une activité que la grande distribution développe. Des nouveaux acteurs intègrent ce secteur fortement porteur dont l'avenir est étroitement lié aux soucis environnementaux.

### **DECHET**

Comment un produit obtient-il le statut de "déchet" ?

En vertu de l'article L541-1-1 du code de l'environnement, c'est l'acte d'abandon par son propriétaire qui donne ce statut : Celui qui le recueille en devient le détenteur et endosse la responsabilité de sa gestion.

Si par la suite, il le confie à quelqu'un pour le transporter à la déchèterie par exemple, cela s'accompagne d'un transfert de responsabilité vers celui qui en a pris la charge, qui sera suivi d'un autre transfert de responsabilité vers la déchèterie.

Il y a donc une nécessité de traçabilité, qui ne va cependant pas jusqu'à l'étiquette du produit comportant le n° de série.

L'entrée en déchèterie ne constitue donc qu'une voie parmi d'autres pour l'acquisition du statut de déchet.

Le don d'un appareil à une association, avec le souci de le voir poursuivre son cycle de vie, n'est pas considéré comme un abandon, il entre dans la catégorie réemploi.

Un réparateur peut-il prélever des éléments sur un appareil abandonné, ayant donc le statut de déchet ?

Oui, il peut le faire pour une utilisation directe dans le cadre d'une réparation, ou pour les commercialiser. Seule contrainte, mais importante, il doit avoir réalisé un contrôle de sécurité et de fonctionnalité en effectuant les tests nécessaires, et les avoir consignés de manière à avoir la preuve de qualité qui lui permette de dégager sa responsabilité en cas de problème. Il s'agit d'une opération de valorisation d'un déchet.

Il y a un transfert de responsabilité en termes de fonctionnalité et de sécurité de la pièce dans le cadre de sa réhabilitation. C'est assimilable à la "préparation en vue de la réutilisation", qui oblige à établir une fiche de fonctionnalité en cas de commercialisation.

Une distinction doit être faite entre la mise sur le marché d'un déchet (carte électronique en panne par exemple pour récupération de composants), et celle d'un produit réutilisable (carte électronique ayant subi tous les tests assurant sa fonctionnalité). Responsabilités et risques juridiques sont différents.

### **JOURNEES NATIONALES DE LA REPARATION (JNR)**

La Première édition a eu lieu les 20,21 et 22 octobre 2023.

1200 événements ont été organisés partout en France, dans différentes disciplines, l'objectif étant la mise en valeur de la réparation.

FEDELEC était « partenaire réseaux » → <https://journesreparation.fr/>

Une reconduction annuelle au mois d'octobre qui réunit des professionnels est prévue.

### **PANORAMA DE LA REPARATION**

Au sein de ce panorama, un focus particulier a été réalisé sur la réparation des téléviseurs, pour répondre à la demande que FEDELEC avait faite en 2021.

<https://librairie.ademe.fr/dechets-economie-circulaire/6092-panorama-de-l-offre-de-reparation-en-france.html>

### **SDS MARKET**

Le stockiste bordelais SDS propose à ses clients un nouveau service 100% dédié aux réparateurs professionnels. Il donne accès à plusieurs potentialités :

- Action en faveur de la réparabilité et de l'économie circulaire
- Outil de gestion dynamique du stock
- Optimisation des stocks dormants de pièces (neuves et occasion) via leur mise en vente

L'objectif est de mettre à disposition un outil permettant des gains en réparabilité, et de convertir en revenus supplémentaires des centres de coûts associés aux pièces dormantes.

350 Réparateurs utilisent ce service et ce sont 100 000 pièces proposées en neuf et en occasion.

► <https://groupe-sds.fr/sds-market/>

### **ETUDE ADEME sur l'entretien des produits domestiques**

**Objectif** : lister les produits d'emploi courant dont le cycle de vie est lié à une bonne utilisation, et parfois à un entretien régulier prescrit par le fabricant. Fournir les conseils les plus pertinents pour encourager les consommateurs à bien entretenir les produits de façon à ce qu'ils durent le plus longtemps possible.

Joël Couret a participé aux différentes réunions auxquelles FEDELEC a été invité. Il a fourni les avis et éléments qui étaient demandés.

Le rapport final et la synthèse de l'étude sont accessibles depuis le site de FEDELEC : « *Comment améliorer l'utilisation et l'entretien des équipements domestiques ?* » <https://www.fedelec.fr/reparation-accueil/informations/>

### **AIDES DE L'ADEME**

En 2022 dans le cadre du plan de relance avec le « Tremplin pour la transition écologique des PME » une aide particulière est accordée aux réparateurs qui souhaitent investir dans des logiciels, progiciels et (ou) des outils de réparation. Cette aide est conséquente puisqu'elle peut aller jusqu'à prendre en charge 80% du ou des investissements d'un montant de 3200€ Le plancher d'aide octroyée est de 2500 Euros. C'est destiné à toutes les TPE et PME quelle que soit leur forme juridique (ne sont exclues que les micro-entreprises), pour qu'elles puissent investir dans tous les domaines de la transition écologique. FEDELEC remercie une nouvelle fois l'ADEME pour son soutien particulier aux réparateurs. On ne peut que regretter que les logiciels de facturation ne soient pas concernés.

### **INSTITUT NATIONAL DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

FEDELEC est depuis 2021 membre : <https://institut-economie-circulaire.fr/>

L'INEC consulte FEDELEC pour s'informer entre autres sur les sujets en rapport avec la réparation, de façon à la défendre avec les meilleurs arguments.

### **AGORA**

Agora, après un déploiement international réussi, s'est recentrée sur la France en 2020. Agora a lancé, pendant la crise du COVID19, le site [reparateurs.org](https://reparateurs.org) qui permet aux stations techniques de mettre à jour facilement leurs horaires d'ouverture et de mettre à jour leurs pages Google en même temps. L'intégration d'un annuaire plus large (labellisés fonds réparation, Répar'Acteurs) pourra y être déployé pour FEDELEC

- Agoraplus : <https://www.agoraplus.com/>
- Agoragroup : <https://www.agoragroup.io/>

Accessibilité des pièces détachées : la plate-forme AGORA :

<https://optigede.ademe.fr/fiche/accessibilite-des-pieces-detachees-la-plate-forme-agora>

### **Réseau STAR SAV**

Ce réseau professionnel a été initialement insufflé par les principaux fabricants d'électroménager européens désireux de voir s'améliorer, qualitativement, leurs service-après-vente par un travail de qualité, exigeant et organisé. Il s'agit d'une centaine de stations techniques agréées par ces constructeurs européens, réparties sur tout le territoire, en majorité artisanales, qui, pour continuer à progresser et gagner en représentativité, se sont réunies sous la forme d'une association

Loi 1901 ayant également comme membre et soutien très important la société Agora. Ceci leur a permis de valoriser le recours à la réparation de l'électroménager : par la discussion d'une seule voix auprès du GIFAM ; par le soutien des entrepreneurs membres durant les confinements successifs avec la fabrication de masques et de visières ; par la création d'un site <http://www.starsav.fr/> sur lequel le consommateur en panne peut bénéficier de conseils et aller de la simple consultation de la listes des entreprises par localités jusqu'à la prise de rendez-vous pour intervention ; et enfin par de nombreuses communications sur les réseaux sociaux et autres.

L'autre aspect de la promotion de la réparation sur lequel intervient le réseau est celui du potentiel technicien. La profession fait actuellement face à une pénurie conséquente d'intervenants techniques. C'est pourquoi les représentants du réseau ont œuvré et réussi à obtenir de la part du CFA Ducretet d'augmenter la possibilité de former 150 techniciens supplémentaires, passant leur effectif potentiel de 150 à 300 élèves. Une autre aide obtenue après discussions est celle d'un acteur important dans la profession : SFG, qui s'est proposé de faire bénéficier le réseau d'une partie de ses ressources RH pour augmenter les chances de recrutement au sein de StarSav.

Dernier point dans l'actualité du réseau, c'est l'arrivée d'un nouveau logo, signe de renouveau et d'indépendance.

En avril 2022 StarSav renforce son partenariat avec les constructeurs et les réseaux de proximité

### **MURFY** (réparation électroménager)

Start up créée en juillet 2018,

Murphy veut couvrir 75% du territoire en 2020 en proposant 3 solutions aux consommateurs :

L'autoréparation (tutoriels gratuits sur son site)

L'intervention à domicile en moins de 48h pour un forfait unique de 75€ (déplacements et main d'œuvre compris, hors pièces détachées).

La vente d'appareils reconditionnés et d'appareils soldés pour défaut d'aspect. Jusqu'à -60% par rapport au prix du neuf, garantie de 1 an, livraison sous 72h. (Voir législation vente à domicile)

Nous les avons rencontrés le 15 décembre 2021, lors d'une visioconférence que Laetitia Vasseur (HOP) avait encouragée. Plusieurs points litigieux handicapaient les relations que nous avions avec la start-up.

En 2021, nous avons ainsi évoqué le ton plutôt prétentieux qu'ils ont adopté dès leur arrivée sur le secteur de la réparation (On va enfin pouvoir réparer un lave-linge en France !), l'ignorance à l'égard de la représentation d'une branche professionnelle sur laquelle ils s'étaient peu renseignés, leur regard parfois condescendant, et puis les allusions désobligeantes, voire calomnieuses pour les réparateurs professionnels au travers de phrases repérées sur leur site web. La formation ultra rapide de personnes sans niveau préalable au sein de la « Murphy académie » a bien sûr été évoquée. Elle débouche sur la génération d'intervenants aux connaissances très limitées. L'absence de diplôme en fin du cursus de 6 mois fait d'eux des gens fragilisés, qui en prendront conscience lorsqu'ils souhaiteront quitter cette entreprise dont les exigences sont réduites par rapport à celles exprimées par la profession dans l'enquête que FEDELEC a menée en septembre 2021.

En dernier, ont été évoquées les publicités à caractère équivoque, mensonger même à certains égards dans la mesure où la désignation « forfait réparation 85 € », qu'ils utilisent pour promouvoir leur service à domicile ne fait pas allusion aux pièces détachées, qui ne sont pas incluses. Nous leur avons demandé s'ils acceptaient de corriger leur communication, en leur faisant remarquer que nous avions observé des tentatives d'imitation par des réparateurs plus traditionnels. Il n'est pas souhaitable que s'installe la confusion, d'une part pour satisfaire les exigences de la réglementation au regard de la transparence due aux consommateurs, et d'autre part pour la sérénité des activités dans ce secteur concurrentiel.

A l'issue de cette réunion, nous espérons une certaine prise en compte des remarques que nous avons faites, afin que les relations entre FEDELEC et Murphy s'améliorent à l'avenir et qu'un dialogue plus régulier et constructif puisse s'installer.

Effectivement les relations se sont détendues postérieurement à la réunion, pour le bien de tous

### **ASWO**

Le dialogue entre ASWO le stockiste européen connu de tous, et FEDELEC était interrompu depuis 2015.

Le contact a été rétabli cette année 2022, par Markus PASTOR, le Directeur général de l'entreprise. Les responsables du groupe et ceux de notre organisation professionnelle ont échangé pendant 2 heures sur les sujets importants autour du devenir de la réparation, en lien avec les pièces détachées.

Afin d'avancer sur un objectif commun, une proposition de développement va nous être proposée, et il ne fait pas de doute que ces relations renaissantes vont permettre de travailler ensemble pour le bien professionnel des TPE que FEDELEC représente.

Ce stockiste connu de tous propose aussi plusieurs services : **Euras** : forum de conseils et d'échanges entre techniciens ; **ProtechNeed** : plateforme de mise en relation de constructeurs et de réparateurs, pour faciliter et accélérer la réparation de tous les appareils électro domestiques sous garantie ; **Repair Parts Team** : site web conçu pour soutenir l'activité des clients professionnels en facilitant l'accès aux pièces détachées pour les consommateurs.

### **LES REGROUPEMENTS, LES NOUVEAUX ENTRANTS, LES NOUVEAUX SERVICES dans la réparation**

ITANCIA est un spécialiste des technologies de communication, collaboration, réseaux et sécurité d'entreprise. Il a décidé ces 2 dernières années d'élargir son offre de services en rachetant des stations techniques du domaine de l'EGP et de l'électroménager : Le réseau se nomme 909 : <https://909services.com/>

ITANCIA : <https://itancia.com/faites-du-neuf-sans-neuf-avec-909/>

Les nouvelles formules de réparation contractuelles : Darty max 10€ & 15€/mois :

<https://www.darty.com/achat/services/darty-max/index.html>

Forfait Electrolux à 9€/mois :

<https://www.electrolux.fr/support/repairs/>

Forfaits Bosch :

<https://www.bosch-home.fr/nos-services/reserver-une-intervention/dob-solution-reparation>

Forfait Whirlpool :

<https://www.whirlpool.fr/services>

Forfaits SEB (PEM) :

<https://www.seb.fr/forfait-reparation>

**ElectroSûr** (Electro-Dépôt) → <https://www.electrodepot.fr/electrosur>

**Fix'it** → <https://www.fix-it.help/abonnement-reparation-maintenance-electromenager/>

**Infinity** (Boulangier)

→ <https://actsandfacts.org/actualites/boulangier-lance-son-programme-de-reparation-illimitee-par-abonnement/>

Le fonds réparation a suscité un regain d'intérêt qui, face à la pénurie de techniciens qualifiés, génère des palliatifs parmi lesquels la reprise d'entreprises de réparation peut être une solution.

Les formules de réparation contractuelles se multiplient, l'association à la vente de reconditionné également



### 3 - ANTENNES : TNT– ANFR - RNT

#### TNT

Le taux de réception TNT des foyers est en constante diminution ces dernières années en raison de la progression de la télévision distribuée à partir des *box* des opérateurs (IPTV), fournies dans le cadre d'un abonnement d'accès à haut et très-haut débit à Internet (téléviseur principal du salon).

La TNT s'appuie enfin sur une ressource spectrale sanctuarisée jusqu'à fin 2030 au moins, au niveau National comme au niveau Européen.

La modernisation de la TNT se traduira par le lancement de services TNT en Ultra HD qui est l'équivalent pour la télévision du format d'image dit « 4 K ». Cette appellation fait référence à une définition de 3840x2160 pixels correspondant à un nombre de pixels 4 fois supérieur à la haute définition.

#### COLLOQUE SUR L'AVENIR DE LA TNT (3<sup>ème</sup> édition)

Éric WETZEL, Président de la commission Antenne de FEDELEC, a représenté la fédération au colloque de novembre 2023. Sujet principal : La TNT en ultra haute définition c'est pour très bientôt !

Les débats ont été très intéressants à la suite de l'accord donné par l'ARCOM pour la mise en place d'un multiplex dédié à l'UHD.

À la suite d'une consultation publique lancée en juillet 2023, l'ARCOM autorise, le 24 octobre 2023, France 2 et France 3 à diffuser en Ultra Haute Définition sur la TNT. L'autorisation de diffusion a été donnée à l'opérateur du multiplex R9 le 7 décembre 2023.

<https://www.arcom.fr/fr/presse/arcom-autorise-la-diffusion-en-ultra-haute-definition-de-france-2-et-de-france-3-sur-la-tnt>

Jacques DONAT-BOUILLUD, directeur du développement de France TV, a argumenté ces informations. Notamment, l'ouverture de diffusion sur l'émetteur de Paris Tour Eiffel souhaité aux alentours du 15 décembre 2023. Les émetteurs principaux dans les régions suivront au cours du premier trimestre 2024 et les plus petits émetteurs avant le 30 juin 2024.

Conscient que la TNT doit continuer d'évoluer pour maintenir son attractivité, Gaëlle KAMINSKY, directrice adjointe de la division audiovisuelle de TDF (Télé Diffusion de France), développe un scénario élaboré par TDF qui se déroulerait sur environ 5 ans et dont la faisabilité dépendra de l'adhésion des éditeurs et autres acteurs de l'écosystème et du soutien des Pouvoirs Publics.

L'intervention de Gilles BREGANT, directeur général de l'ANFR (Agence Nationale des Fréquences) a surtout mis en évidence le manque de disponibilité de fréquences dans les régions frontalières du Nord et de l'Est de la France.

Intervenant au terme de ce colloque, l'AFNUM, représenté par Ronan LANGOISSEUX et Éric WETZEL, représentant FEDELEC, ont conjointement émis le souhait de la diffusion rapide du plan de fréquences afin que les antennistes puissent se préparer en amont.

#### TELEVISION

Les premiers écrans de téléviseurs « 4K » sont arrivés sur le marché en 2012. Ces écrans « 4K » sont en passe de devenir la norme. Les téléviseurs actuellement vendus dont la diagonale d'écran dépasse 43 pouces (110 cm) sont aujourd'hui à ce format d'écran.

Une migration progressive vers les nouvelles normes de diffusion (DVB-T2-HEVC) sera organisée, permettant la diffusion de quelques services en Ultra-HD. Ceci en maintenant la diffusion des chaînes à la norme actuelle.

Les étapes envisagées par le CSA sont :

Le lancement à l'horizon 2020-2021 d'un nouveau multiplex « multi-villes » sur plusieurs bassins de vie.

À l'échéance des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, une réorganisation consistant à regrouper sur 5 multiplex l'ensemble des chaînes aujourd'hui diffusées sur 6 multiplex.

En parallèle, l'entrée en vigueur d'obligation de compatibilité aux nouvelles normes des téléviseurs afin d'assurer que les foyers faisant l'acquisition d'un nouvel équipement puissent continuer à recevoir l'ensemble des services diffusés en HD comme en Ultra HD.

Ce scénario permet de lancer l'Ultra HD sur la TNT sur l'ensemble du territoire National dans la perspective des jeux Olympiques de 2024.

Ce n'est qu'en 2025 que la bascule vers les nouvelles normes pourrait être envisagée sur la totalité des multiplexes de la TNT.

#### LANCEMENT ET DEPLOIEMENT DE L'ULTRA HAUTE DEFINITION/4K EN FRANCE

Autorisé par l'ARCOM en octobre 2023, France Télévision devient le premier groupe audiovisuel à fournir un canal Ultra Haute Définition (UHD) sur la TNT. Grâce à la couverture de la TNT, les deux chaînes seront disponibles sur une large partie du territoire métropolitain et neuf collectivités d'Outre-mer. Dans l'Hexagone le multiplex R9 sera dédié à cette diffusion et dans les départements ultra marins ce sera le multiplex ROMU.

France 2 UHD sera disponible 24 h sur 24 sur le canal 52 en Métropole et sur le canal 22 en Outre-mer à partir du 23 janvier 2024, tandis que France 3 UHD arrivera sur le canal 53 dans l'Hexagone et le canal 23 en Outre-mer le 10 juillet 2024 pendant la durée des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

Le nouveau plan de fréquence des émetteurs concernés ainsi que le calendrier de déploiement sont consultables sur le site de l'ARCOM

<https://www.arcom.fr/bienvenue-sur-la-page-dediee-aux-professionnels-deploiement-de-lultra-haute-definition-sur-la-television-numerique-terrestre>

## **ARCOM**

Selon l'Arcom, il est de plus en plus difficile d'accéder aux chaînes de la TNT du fait, notamment des téléviseurs connectés. Le 8 février 2024, l'autorité publique a publié ses recommandations pour donner plus de visibilité aux chaînes de la TNT. La principale : une application gratuite pour accéder aux chaînes de la TNT sur les téléviseurs. L'application disposera d'un accès à toutes les chaînes de la TNT en direct, mais également à des raccourcis vers les applications des différents groupes : France TV, TF1 +, M6, etc.

Autre grand chantier pour l'Arcom, le renouvellement de 15 fréquences de la TNT.

Le 28 février 2024, a débuté l'appel à candidature pour le renouvellement de 15 fréquences de la TNT. Un processus inédit dans l'histoire de la TNT qui aboutira à la délivrance de nouvelles autorisations d'ici la fin de l'année.

## **ANFR (Agence Nationale des Fréquences Radioélectriques)**

La charte « Professionnel partenaire » a pour objectif de promouvoir, en faveur des téléspectateurs, une démarche de qualité (ou bonnes pratiques) des professionnels partenaires en ce qui concerne l'accueil, le conseil, la vente d'équipements et la fourniture de prestations de services d'intervention sur les installations de réception des particuliers ou sur les installations collectives, en résidence principale ou secondaire, assurant la mise à niveau des dispositifs de réception ou la remédiation aux brouillages.

Plusieurs causes dont les réaménagements de fréquences du réseau TNT dans le cadre du transfert de la bande des 700 MHz, le déploiement des réseaux « 4G » et les incidents perturbant « la vie du réseau » TNT expliquent que de nombreux français sollicitent les antennistes afin de leur permettre de conserver la continuité de la réception. L'ANFR propose donc, dans ce contexte, de formaliser avec les professionnels partenaires un certain nombre de bonnes pratiques exposées dans la Charte.

L'ANFR a mis en place des réunions régionales afin d'échanger avec les antennistes sur divers points.

Pour encore faire évoluer cette charte, FEDELEC propose qu'une qualification soit demandée aux signataires (minimum T-AIM (Technicien Antenne Individuelle Multiprises)).

La procédure mise en place en cas de problème avec la 4 G

Tous les professionnels partenaires, témoin de la dégradation d'un ou plusieurs canaux TNT, doivent le signaler, en précisant les communes et les chaînes concernées, à l'adresse [rdiff-temps-reel@anfr.fr](mailto:rdiff-temps-reel@anfr.fr) qui vous permet d'échanger avec l'ANFR sur les incidents affectant le réseau de diffusion TNT, sur des aspects d'ordre technique, des sondes pour surveiller la réception de la TNT (Télévision Numérique Terrestre). Ces sondes, mises en prêt par l'ANFR, permettant à l'antenniste de constater des problèmes de réceptions récurrents chez un téléspectateur surtout dans les plages horaires difficilement diagnosticables (en soirée ou la nuit pour exemple).

La directive RED (Radio Equipment Directive, ex directive R&TTE)

Un projet d'application SMARTPHONE a été présenté aux membres de la commission TRONIC en mars 2019. Cette application permettant de faire une remontée instantanée des problèmes de réception rencontrés sur le terrain.

FEDELEC a été vivement remerciée pour leur participation à ce projet et a été confortée comme testeur dès la mise en place. Cette application devrait nous être proposée pour fin 2020.

L'ANFR a également mis à jour le « guide de la réception TV hertzienne terrestre » disponible en annexe. Document traitant, notamment, de la procédure de protection de la réception de la TNT, des perturbations de la TNT, de la configuration de l'installation d'une réception TNT, mais aussi, de la réception directe par satellite.

FEDELEC n'était plus en contact avec l'ANFR depuis les réunions Régionales faites début 2020. La situation était regrettable du fait que FEDELEC s'était proposée de tester une application smartphone qui aurait dû voir le jour.

Après plusieurs relances mail, l'ANFR a enfin repris contact fin juillet. Une version bêta de l'application smartphone est proposée pour avis. Heureux que ce projet soit toujours d'actualité, nos délégués vont soutenir et collaborer avec l'ANFR afin que cet outil voie le jour rapidement.

À la suite de notre dernier Congrès, FEDELEC a repris contact avec l'ANFR afin de générer une réunion en distanciel le 16 décembre 2021.

L'objet de cette réunion était de reprendre contact, de faire connaissance avec notre nouvel interlocuteur : M. Honoré MENDY, mais surtout de faire le point sur un site extranet et la version bêta de l'application smartphone.

L'ANFR avait promis à FEDELEC de reprendre ces rencontres enrichissantes au plus tôt.

Malgré nos sollicitations, l'ANFR n'a pas communiqué le calendrier des prochaines réunions.

FEDELEC apprécie beaucoup que ces réunions d'informations, enrichissantes pour notre profession, aient été reprises mais, regrette néanmoins, une communication sporadique envers notre Fédération.

Ce site permet l'accès à une cartographie des émetteurs 4G/5G et des émetteurs TNT (sites et puissance des émetteurs). Il fournit une liste des incidents TNT et possède une rubrique « recevoir les alertes ».

Nos délégués ont adressé des félicitations pour la simplicité et la convivialité de ce site. Les rubriques CGU (Conditions Générales d'Utilisation) et FAQ (Foire aux Questions) sont explicites.

La rubrique « recevoir les alertes » a retenu plus particulièrement notre attention.

Cette rubrique ne permet pas seulement de recevoir des alertes de l'ANFR mais donne aussi la possibilité aux antennistes de faire remonter des alertes.

Ils ont souhaité également que la possibilité soit donnée de partager des photos dans la rubrique « remonter un problème ». M. MENDY a confirmé que cet accès va être ouvert aux antennistes partenaires et que la possibilité de partager les photos sera étudiée.

Cet extranet antenniste dédié aux professionnels de la réception TNT (Télévision Numérique Terrestre) est disponible depuis le 29 mars 2022, sous forme [d'application web](#). L'ANFR a communiqué aux antennistes chartés la mise en place de cette application. FEDELEC communiquera également auprès des adhérents.

Rappelons que seuls les antennistes ayant signé la charte de l'ANFR auront accès à toutes les fonctionnalités de cette application (pour exemple les remontées du terrain).

Rappel du lien pour la charte ANFR : <https://charte-antennistes.anfr.fr/>

**Observatoire ANFR.** L'ANFR actualise son observatoire mensuel des déploiements des réseaux mobiles ainsi que Cartoradio.fr, plateforme cartographique qui répertorie l'ensemble des sites radioélectriques autorisés sur le territoire Français.

### **En Réaménagement des fréquences – LTE700**

Le taux de croissance du trafic de données mobiles augmente partout dans le monde.

Le transfert des fréquences 700 MHz vers les services mobiles va soutenir le développement de l'économie numérique et l'aménagement du territoire.

Les phases 4, 5 et 6, représentent un volume plus important que les phases déjà passées et sont un peu plus complexes du fait de la proximité des pays limitrophes et des conditions climatiques.

### **5G (Cinquième Génération)**

Depuis décembre 2020, suite à l'attribution des fréquences par voie d'enchères, les quatre opérateurs nationaux ont engagé la course au déploiement de la 5G.

Au 1<sup>er</sup> mars 2022, plus de 32 500 sites 5G ont été autorisés par l'ANFR\*

Selon les déclarations des opérateurs, 72,2 % des sites autorisés sont techniquement opérationnels.

En France, quatre bandes de fréquences permettent actuellement de diffuser la 5G :

- La bande 700 Mhz où 14 264 sites 5G sont techniquement opérationnels.
- La bande 1 800 Mhz en Guyane avec 5 sites 5G autorisés.
- La bande 2 100 Mhz avec 8134 sites 5G techniquement opérationnels.
- La bande 3,5 Ghz pour 10 068 sites 5G techniquement opérationnels.

D'autre part, en matière d'effets potentiels de la 5G sur la santé, l'ANSES (Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire) a mené des travaux complémentaires suite à la consultation publique organisée en avril et juin 2021.

Son dernier rapport de février 2022 conforte les conclusions initiales, en l'occurrence que la 5G ne présente pas de nouveaux risques pour la santé comparée aux générations de téléphones précédentes.

Concernant la bande de fréquence 26 Ghz, qui n'est pas encore exploitée en France pour le déploiement de la 5G, Les données actuelles sont trop peu nombreuses pour attester de l'existence ou non de conséquences sur la santé.

### **TRIAX ABANDONNE LES PETITS INSTALLATEURS**

TRIAX, leader du marché de l'antenne, nous a annoncé que son service aux artisans installateurs était supprimé à partir de janvier 2023 et de fait, que ceux – ci doivent se tourner vers des grossistes locaux. TRIAX a tourné la page de la technique coaxiale au profit de la fibre optique.

Nous perdons le contact que nous avions avec ce spécialiste technique de l'antenne, cela nous oblige à nous tourner vers des spécialistes de la vente à emporter.

### **Radio Numérique Terrestre (RNT)**

Dans le contexte de pénurie de fréquences disponibles dans la bande FM, la RNT vise à moderniser le média radio.

Afin d'élargir le parc de récepteurs capables de recevoir la RNT, le législateur a prévu des obligations de compatibilité des récepteurs radio.

Il s'agit de mettre en conformité la Loi avec le nouveau code Européen, tout en accompagnant au mieux le lancement National de la RNT prévu en 2020.

Pour ce faire, le Gouvernement a fait le choix, pour envisager la transposition du code Européen, des obligations de compatibilité des autoradios de première monte et des terminaux pourvus d'affichage alphanumérique, en excluant les équipements d'entrée de gamme des terminaux autres qu'autoradio.

Ce choix présente l'avantage de mettre à la disposition des consommateurs une large gamme de récepteurs compatibles à la RNT, tout en préservant une offre bas de gamme de radio FM.

Du fait de la pandémie du COVID 19, des sénateurs LREM ont déposé un amendement au projet de loi relatif aux dispositions urgentes face à l'épidémie du COVID 19, en date du 25 mai 2020, afin de reporter la date d'obligation d'équipement des véhicules automobiles au 20 décembre 2020. Les stocks de véhicules ne possédant pas encore la RNT sont très importants. Beaucoup de ventes réalisées après le mois de juin compteront des modèles non équipés, faisant courir pour les constructeurs un risque de recours de la part des acheteurs.

## 4 – LES OPERATEURS

### CANAL +

Dans le cadre du passage à la télévision numérique, l'arrêt pour Canal+ hertzien a pris fin le 24 novembre 2010. La nécessité, évoquée un temps, de renfort de main d'œuvre d'une région à l'autre, n'a pas été avérée et n'a donc pas fait l'objet de dispositions nouvelles et particulières entre CANAL+ et FEDELEC.

Nous rappellerons l'action de FEDELEC auprès du CSA et de CANAL+ suite à la décision brutale de CANAL+ d'interrompre la diffusion des chaînes TF1, TMC, TFX, TF1 Séries Films et LCI ainsi que leur service replay pour ses abonnés, le temps de trouver un accord avec TF1.

Nous avons fait savoir à CANAL+ notre désapprobation d'avoir agi de façon aussi radicale, sans autre forme de considération et sans avoir prévenu au préalable les distributeurs que nous sommes en amont. Nous avons attiré son attention sur la conséquence immédiate : un mécontentement légitime du téléspectateur mais aussi, pour nous, professionnels de l'antenne et de la distribution de matériels et d'offres Canal, une mise en cause par les clients auxquels nous avons préconisé une solution appropriée de réception satellitaire.

### Décodeurs CANAL+

Il a parfois été constaté, que lorsque CANAL+ envoyait une nouvelle version du logiciel de ses décodeurs, des problèmes survenaient sur les plus « vieux » décodeurs, impliquant le changement du décodeur chez le client. Les anciens abonnés qui ont un [téléviseur](#) 4K et qui souhaitent migrer [vers](#) un décodeur 4K auront simplement à le demander

### CONFLIT TF1 / CANAL+ sur le satellite ASTRA

Une fois de plus la guerre larvée a ressurgi entre le groupe TF1 et Canal+.

Comme en 2018, le groupe TF1 a manifesté sa volonté de revoir profondément ses conditions commerciales en exigeant en particulier le versement d'une rémunération conséquente pour les programmes des chaînes de la TNT diffusés sur le satellite ASTRA.

Faces à ces exigences jugées déraisonnables pour des chaînes qui sont accessibles gratuitement sur tous les autres supports de diffusion, le Groupe Canal+ a pris la décision le **2 septembre 2022** de renoncer à les diffuser.

De ce fait, non seulement les abonnés Canal+ ne disposaient plus de ces chaînes faisant partie de leur abonnement mensuel, mais les utilisateurs de TNTSAT, qui ont la garantie d'une utilisation gratuite de tous les programmes de la TNT (Télévision Numérique Terrestre moyennant une carte d'accès), ne les recevaient plus non plus.

FEDELEC a réprouvé, s'est insurgé une nouvelle fois à l'égard de cette prise d'otages des utilisateurs de TNTSAT. Que le groupe Canal+ prive ses abonnés des chaînes du groupe TF1 est un choix mais que les utilisateurs de TNTSAT subissent ce conflit n'est pas acceptable.

Rappelons que le choix de la réception satellite par TNTSAT est imposé dans les zones où la réception des chaînes TNT est difficile, voire impossible par voie hertzienne terrestre.

Il faut rappeler que TNTSAT est privilégié à FRANSAT dans l'Est de la France, du fait des programmes gratuits germanophones présents sur ce même satellite ASTRA.

Le groupe TF1 a fait une demande auprès de la Cour d'Appel de Paris dès le 6 octobre afin de contraindre Canal + à rétablir le signal. Mais, il a été débouté le **20 octobre 2022**. La Cour d'appel n'a pas tranché en faveur de TF1. Canal + n'avait donc pas obligation de reprendre la diffusion des chaînes du groupe TF1.

Mais, le groupe TF1 a trouvé une solution alternative et officielle en apparaissant sur la même position satellitaire que Canal+ et TNTSAT. Solution momentanée car cela soulevait un problème vis-à-vis des ayants droits dans la mesure où TF1 ne fait pas l'acquisition des programmes pour une diffusion en clair sur l'ensemble de la couverture du satellite.

Retournement de situation le **7 novembre 2022**, où le signal a été rétabli par Canal+. Les professionnels ont été informés par un communiqué de presse qu'un accord avait été trouvé avec le groupe TF1.

FEDELEC relève que, **bizarrement**, cet accord tombe de nouveau à point nommé avant le lancement de la Coupe du Monde de Football.

D'ores et déjà, nous prenons date en 2024 et 2026 pour les prochains épisodes !!!

### ORANGE

Le partenariat entre ORANGE et FEDELEC ont apporté des affaires à ceux qui se sont engagés en les signant la charte. Nous avons interrogé notre partenaire sur une extension des chartes Orange en cours pour la Box Fibre.

2022 : ORANGE arrête la diffusion de la télévision par satellite ASTRA et privilégie la réception ADSL ou Fibre

### FRANSAT

FRANSAT a créé un contrat tripartite pour les installations en collectif, qui précise les responsabilités de chacun, et surtout comme FEDELEC le demandait, qui ne fait plus porter uniquement la responsabilité sur l'installateur final.

Reste le problème des gapfillers et la détermination finale du nombre de foyers. Là aussi, nous souhaitons une solution juridique, pour protéger nos entreprises.

De nouvelles formes de diffusion sont à prendre en compte :

SD / MPEG4

Fibre optique

la 3D

DVB-T2

FRANSAT a étendu son nombre de programmes

### **DVB-T2 (Digital Vidéo Broadcasting Terrestrial)**

Le DVB-T2 / HEVC (HEVC = codage vidéo à haute efficacité) sera la nouvelle norme qui s'imposera pour la TNT. Cette norme déjà adoptée dans d'autres pays d'Europe dont l'Allemagne (en mars 2017) devrait être mise en place en France à l'horizon 2024.

Le DVB-T2/HEVC offre de nombreux avantages par rapport au DVB-T (actuellement), davantage de robustesse du signal, mais aussi plus de flexibilité. Il permet la transmission de signaux SD (Standard Définition), HD (Haute Définition), UHD (Ultra Haute Définition) mais aussi des transmissions pour mobiles. Il permet surtout d'économiser près de 40% de la bande passante. Le H.265 permet le codage en très haute définition (2K, 4K voire 8K) et réclame moins de débit que le MPEG-4. Le HEVC permet aussi une cadence d'images supérieures à celle utilisée actuellement.

Le DVB-T2 apportera une meilleure réception, un signal robuste, moins de débit nécessaire et un codage vidéo ultra performant.

Le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) avait lancé une consultation publique pour la modernisation de la plateforme TNT le 16 décembre 2019. En mai 2020, une synthèse de cette consultation a été publiée.

Le CSA a souhaité ce document afin de dresser un bilan de ces différents chantiers et en approfondir certains. Ceci afin d'avoir une vision actualisée de la disponibilité de contenus UHD ou en HD amélioré (résolution HD intégrant des composantes de l'UHD) et de l'équipement des foyers en récepteurs compatibles avec la DVB-T2/HEVC. Sur le fondement de ces éléments, le Conseil a souhaité affiner le calendrier de basculement généralisé de la TNT vers l'UHD et, le cas échéant, de mise en place d'une offre précurseur.

Cette offre précurseur serait constituée de contenus de programmes avec une qualité améliorée (HD amélioré ou UHD) sans attendre la bascule de l'ensemble des multiplex vers la DVB-T2/HEVC.

Le scénario d'une bascule totale de la TNT en 2024 vers la DVB-T2/HEVC paraît devoir être écarté en raison de l'équipement insuffisant des foyers. Par-contre, une offre précurseur pourra être proposé dans ces normes sous condition d'avoir un équipement adapté.

Cette offre pourrait être accueillie sur un multiplex National couvrant au moins 95% du territoire. Pour ce faire, l'offre TNT actuelle devrait être repliée sur 5 multiplex au lieu de 6.

Préalablement, des travaux de nature technique devront être menés. Ils peuvent consister à mener des réaménagements de fréquences, à s'assurer de la coordination aux frontières ou à la recomposition des multiplex.

Le multiplex supportant cette offre précurseur sera déterminé après des travaux de nature technique.

### **LA FIBRE OPTIQUE**

Tout d'abord rappelons que la fibre optique est un support physique qui permet de transporter les signaux et non pas une norme de diffusion.

Dans le cadre du Plan Très Haut Débit du gouvernement, le réseau cuivre pourra disparaître progressivement pour laisser la place au déploiement de la fibre optique\*

CANAL SAT est en train de penser à mettre des box pour aller vers la fibre et le raccordement terrestre (vers réseau optique ou câblé). Par le satellite, la réception sera beaucoup plus difficile, dans les années à venir. Le nom même « Canal satellite » sera sans doute remis en cause ; le satellite étant totalement dépassé par ce qu'offre la fibre, et notamment le temps de latence du signal.

Pour des raisons de coûts, aujourd'hui la majorité des opérateurs « fibre » s'interrogent sur le maintien de l'installation existante « cuivre » dans les communs et arrivant dans les appartements.

ORANGE livre de nouvelles box-décodeurs avec des prises RJ45 ou fibre optique. Il n'y a plus de prise coaxiale. De même les décodeurs noirs ne sont plus équipés des prises pour la réception TNT ou satellite.

Le groupe de travail « Objectif Fibre » se réunit selon les apports contributifs des différents intervenants.

D'ici 2025, l'ambition du gouvernement est que 100% des Français soient raccordés au très haut débit.

Pour y parvenir, le programme national très haut débit ne repose pas seulement sur les déploiements des opérateurs mais aussi sur le soutien aux réseaux d'initiative publique.

Rappelons l'existence des 2 guides générés par le groupe de travail Objectif Fibre auquel FEDELEC apporte sa contribution :

- Guide pour le Raccordement des Logements Neufs à la Fibre Optique ;
- Installation d'un réseau en fibre optique dans les immeubles neufs à usage d'habitation ou à usage mixte.

FEDELEC est intervenue plusieurs fois auprès des instances de réglementation et de normalisation, que ce soit au travers du guide Objectif fibre, de la norme C 15 100, ou du projet de décret pour éviter l'abandon du RVDI dans le domestique.

## 5 - LES CONSTRUCTEURS « BLANC » « BRUN »

Il est à noter que les achats d'importation de ces appareils se font par containers et qu'il n'existe pas un volume suffisant de pièces détachées, neuves et emballées d'origine, pour couvrir les garanties prestataires à deux ans.

Des stations techniques en « blanc » agréées, aux normes ISO, se sont organisées et regroupées. On dénombre d'ores et déjà une centaine de stations STAR (Stations Techniques Agréées en Réseau).

Il est par ailleurs précisé que le GIFAM, initiateur du réseau STAR a refusé d'intégrer des entreprises candidates au prétexte qu'elle menaient une activité de vente, avec magasin ou pas.

LG, Samsung et Panasonic quant à eux sont devenus les leaders mondiaux en ce qui concerne les écrans plats.

### Rapprochement des marques et des constructeurs

Les usines de production en France disparaissent.

Pour continuer à être fournie en pièces détachées sous garantie, **Indesit** impose à l'entreprise de signer une convention. Celle-ci, parmi les obligations, exige un certain nombre de formations, le matériel de diagnostic et des interfaces de programmation.

### GIFAM-GEM

Avec une croissance de 11% en 2021, inédit dans l'histoire des 35 dernières années du Gifam, le GEM se place au second rang des biens techniques contributeurs de valeur, derrière les Télécom.

Le marché français de l'électroménager a enregistré en 2021 un chiffre d'affaires de 9,9 milliards d'euros pour 73,9 millions d'appareils vendus. Le Gros Electroménager s'est particulièrement distingué

Selon le Gifam et Gfk en 2022 le marché du GEM a dégagé un chiffre d'affaires de 9.7 milliards d'euros tiré par la locomotive de l'intégrable. Les ventes GEM ont été portées par le renouvellement, les taux d'équipement des foyers sont de plus en plus importants.

Le marché de l'intégrable reste dynamique

L'encastrable continue de représenter autant d'opportunités de développement dans les années à venir pour le marché du GEM,

Près de 40% de la hausse du prix s'explique par les nouveautés et le mix (intégrable/pose libre) mais seulement 4% sont liés à l'inflation selon le Gifam.

**Les consommateurs plébiscitent l'offre premium** en quête de simplicité d'usage, d'efficacité, de grandes capacités et d'appareils multifonctions

En 2023, recul de 3,9 % directement lié au marché du logement.

Le Froid a subi le recul le plus important, à hauteur de -4,9% en valeur suivi par la Cuisson (-4.6%). Le Lavage accuse une baisse de CA de 1,5%. Au sein de cet univers, les lave-linges se distinguent par leur stabilité (+0,4% en valeur), sachant qu'ils représentent tout de même 20% du CA du GEM.

### GIFAM - PEM

2020 La préparation culinaire, grande star de l'année et du confinement

Le Petit Electroménager toujours en croissance, tiré par l'évolution des usages

Un marché qui répond aux nouvelles habitudes de vie contribuant au confort au quotidien. Ce qui explique le boom des machines à café avec broyeur (+45,8% en valeur), les aspirateur balais (17%) ou les aspirateurs robots pour la délégation.

En 2022, les ventes du Petit Electroménager (en recul de 4.8%) restent importantes (37 milliards €)

Surperformance du confort domestique en enregistrant une hausse de 39.2% en valeur notamment avec les appareils « météo-dépendants » dont les ventilateurs (+82.1%), les radiateurs mobiles (+24.7%).

On constate dans la famille « soin du linge » un recul de 4.9% en valeur. Par contre, les défroisseurs vapeur progressent (+4.6%) certainement dû aux changements d'usages (praticité et rapidité) des consommateurs ainsi qu'aux équipements de GEM dont la technologie limite les plis sur les textiles.

Dans l'univers de la coiffure, croissance de 12.9% pour le fun styling (lisseurs, boucleurs...) et 5.7% pour les sèches-cheveux.

L'aspirateur robot poursuit sa conquête des foyers (+8.4%) alors que la famille « entretien du sol » perd 5% en valeur.

L'innovation tire les prix vers le haut .

Les cuisinistes profitent du dynamisme de l'encastrable avec une croissance de 6%.

Les GSS demeurent le circuit principal d'achat en 2022, réalisant désormais 60% des ventes de GEM (volume) et presque autant en valeur (59%). Les GSS ont capté 45% du chiffre d'affaires du PEM

Baisse des ventes de GEM online (hors marketplace) ne représentent plus que 20% du chiffre d'affaires du GEM inférieur à la situation de 2019.



Développement des ventes PEM online (hors marketplace) 27% du marché (en valeur)

Pour 2023 le PEM n'a pas été impacté par la crise. La préparation culinaire, le soin du linge et le confort domestique accusent un recul plus ou moins important, de même que la beauté bien-être. L'entretien des sols enregistre pour sa part une croissance de 3,5%.

Tendances et aspirations des consommateurs pour cuisiner maison et manger sainement d'où l'attrait pour certains équipements comme les friteuses sans huile, les multi cuiseurs, les blendeurs.

L'hygiène du logement occupe également une place prépondérante.

Les Français à la recherche de résultats professionnels à la maison d'où le succès des expresso broyeurs

Les marketplace croissent en parts de marché et en notoriété Le chiffre d'affaires du GEM en croissance de 6%.

Le circuit des traditionnels brun-blanc, qui avait été assez impacté par la crise sanitaire, a bénéficié d'un sursaut ces deux dernières années.

## **BRUN**

Les modèles de grandes taille 65 pouces et plus augmentent de + 9% par rapport à 2020 et constituent 32% du chiffre d'affaires du marché de la TV. Les barres de son progressent.

### **Les ventes de téléviseurs à un plus bas historique. Un marché sans relais fort de la Coupe du monde**

Chute brutale au 1<sup>er</sup> semestre 2022 des ventes de téléviseurs (-15% en volume et en valeur) malgré un regain au second semestre puisque les Français ont acheté 3,9 millions de téléviseurs (-6%) générant un CA de 2,1 milliards d'euros (-9%).

Samsung, toujours archi-leader mondial du marché TV au premier semestre 2022

Samsung s'est positionné sur le segment de marché des très grandes tailles d'écran, et du segment des TV premium.

Suivent LG, Hisense et Sony.

LG a conforté son rôle de leader sur le segment des TV Oled

Les ventes de TV premium ont progressé de 7% en 2022 à 21,3 millions d'unités.

Les TV Oled représentent 17,8% du marché en valeur. De même, en valeur toujours, 61,1% des recettes proviennent de téléviseurs dits de grande taille, soit 55" (140 cm) et plus. En valeur encore, 86,3% du CA est généré par des TV Ultra HD 4K/8K. Précision, fin 2022, le taux d'équipement TV Ultra HD des foyers français dépassera 50%.

Marché TV premium, en hausse d'ici 2027 mais croissance en baisse pour l'Oled

Pour les cinq prochaines années, le cabinet d'analyses DSCC (Display Supply Chain Consultants) tablent sur une croissance annuelle moyenne de 14% d'ici 2027 du marché des téléviseurs premium pour atteindre un CA de 34 milliards de dollars, même si le secteur des TV Oled sera moins positif que prévu auparavant.

### **Une demande Produit toujours orientée Mobilité**

Parmi les produits stars, les consommateurs ont acheté 13,2 millions de casques – dont 4,9 millions d'écouteurs true wireless et 2,9 millions de montres connectées. Les enceintes nomades bluetooth présentent un CA en hausse de +3%, les arceaux bluetooth sont en croissance à 2 chiffres (+29%)

Sources :

Les Echos : [Les ventes de téléviseurs à un plus bas historique malgré la Coupe du monde | Les Echos](#)

GfK : [Bilan des ventes Equipement de la Maison 2022 en France \(gfk.com\)](#)

AVCESAR : [Marché TV premium, en hausse d'ici 2027 mais croissance en baisse pour l'Oled \(avcesar.com\)](#)

Les GSS demeurent le principal circuit de distribution, captent 56% du CA et continuent à gagner des parts de marché.

## 6 – QUALIFELEC - COSAEL

### QUALIFELEC

La qualification délivrée par QUALIFELEC, selon une procédure validée et confirmée par le COFRAC assure une reconnaissance des compétences objective, car évaluées en toute impartialité par un comité de qualification collégial indépendant.

La qualification, démarche volontaire de l'entreprise, lui permet de développer une relation de confiance avec ses clients. Quant aux donneurs d'ordres, pouvoir identifier des compétences reconnues leur permet de sélectionner l'entreprise en parfaite adéquation avec leurs besoins et donc de sécuriser la bonne fin des travaux dans le cadre de leurs marchés. Se démarquer grâce à la qualification est un atout supplémentaire pour être remarqué et choisi.

La demande de qualification reste une démarche volontaire des entreprises. Elles trouvent en Qualifelec un tiers objectif pour reconnaître leur savoir-faire et leurs compétences spécifiques à travers ses qualifications, complétées par des mentions.

Nous rappelons ci-dessous les différentes qualifications proposées par l'organisme de qualification QUALIFELEC pour les antennes :

- T-AIM : Antenne individuelle Multiprises
- T1 : création, extension ou modification individuelle ou collective d'antennes, de 2 à 24 foyers
- T2 : création, extension ou modification individuelle ou collective d'antennes, de 25 à 99 foyers
- T3 : création, extension ou modification individuelle ou collective d'antennes, de plus de 100 foyers

### Qualificateurs

Nous avons eu des objections des qualificateurs, experts Antennes, sur leur rôle restreint dans le comité de qualification. En effet, le nombre de dossiers de leur spécialité est extrêmement réduit dans chaque comité régional.

Ajouté à cela, la distance à parcourir pour se rendre en grande région, et nous avons le risque de finir par user les bonnes volontés.

2019, une activité soutenue pour Qualifelec car 6.500 entreprises qualifiées arborent le signe de qualité Qualifelec, avec un cœur de métier affirmé : le savoir-faire électrique.

La régularité des comités de qualification a permis de répondre aux nombreuses demandes de qualification déposées par les entreprises. En 2019, trente-deux comités se sont déroulés dans les douze régions, tout au long de l'année. Soit une fréquence de trois comités par mois.

L'investissement des qualificateurs est un élément clé du dispositif de qualification de Qualifelec. Ce dispositif prévoit, en effet, que chaque demande soit soumise aux comités de qualification, après instruction par les équipes de Qualifelec. 100% des dossiers passent ainsi en comité. L'engagement, l'expertise et l'objectivité des qualificateurs concourent à la régulation et l'amélioration de la filière électrique et énergétique.

La dématérialisation des dossiers de qualification porte ses fruits, puisque à la suite du confinement on a pu attribuer, via Internet, les qualifications demandées en antennes, les 3 collèges étant réunis sur un même dossier.

### COSAEL

2016 La dissolution de l'association COSAEL est effective. Son activité est reprise par CONSUEL, avec l'appui d'un Comité d'orientation.

L'ANFR reste un recours et contrôle en cas de plainte d'un consommateur.

## 7 – REGLEMENTATION ET NORMES

### **NORMES**

En 2014 : deux acteurs majeurs de la normalisation, AFNOR (Association française de normalisation) et l'UTE (Union Technique de l'Electricité) se rapprochent afin de répondre à l'objectif partagé avec les pouvoirs publics de mieux porter la voix française à l'international.

Rappel sur l'arrêté du 3 août 2016 : L'installation intérieure de communication permet l'accès au téléphone, aux services de communication audiovisuelle (télévision terrestre, satellite et réseaux câblés) et aux données numériques (réseau internet avec un débit d'au moins 1Gb/s).

2018 : le câblage coaxial n'est plus nécessaire. Le câble 298 (Grade 1) n'est plus autorisé pour les logements neufs (ou la rénovation lourde).

La prise RJ45 séjour doit être doublée. Il n'y a plus d'obligation au-delà de la 3<sup>ème</sup> pièce.

La norme **NF EN 60728-1-2 Avril 2016 (indice de classement C90-101-1-2)** concernant les réseaux de distribution par câbles pour signaux de télévision, signaux de radiodiffusion sonore et services interactifs - Partie 1-2 : exigences de performance relatives aux signaux délivrés à la prise terminale en fonctionnement

La présente partie de la IEC 60728 décrit les exigences minimales de qualité en fonctionnement des signaux à la prise d'abonné ou à la borne d'entrée du terminal et décrit les critères d'addition des dégradations, celles présentes dans les signaux reçus, et celles produites par le réseau de distribution par câbles CATV/MATV/SMATV, ceci comprenant les systèmes de réception individuels.

Elle remplace les normes suivantes :

IEC-60728-1 Edition 4.0 de 2007.0

IEC-60728-1 Edition 1.0 de 2009.06

NF EN60728-3-1 Décembre 2012

CEI 60728-3-1-2012 = NF EN60728-3-1 Décembre 2012

Et annule la norme NF EN 60728-1-2 d'Octobre 2015

### **REGLEMENTATION**

#### **Signal Conso**

Signalement d'un problème à l'entreprise avec la répression des fraudes : <https://signal.conso.gouv.fr/> Professionnels : <https://admin.signal.conso.gouv.fr/#/connexion>

### **DETAIL EN CHAPITRE 1 INTERPRO**

#### **AFFICHAGE DES PRIX**

Les prix des produits ou services disponibles, ainsi que les conditions particulières de la vente et de l'exécution des services doivent être visibles et compréhensibles. Ils doivent être exprimés en € TTC

#### **SITE WEB DE L'ENTREPRISE**

Des mentions obligatoires communes existent pour tous les sites internet, auxquelles s'ajoutent d'autres, complémentaires, qui le sont en fonction de l'activité de l'entreprise

#### **DEVIS OBLIGATOIRE**

Avant tout achat de produit ou de prestation de service, le consommateur doit être informé du prix pour lui permettre de comparer et choisir en connaissance de cause

Pour que l'information sur les devis soit complète et correcte, la DGCCRF a mis à jour ses fiches pratiques, diffusées auprès des professionnels et des consommateurs.

#### **FACTURES**

Mentions obligatoires

#### **CONDITIONS GENERALES DE VENTE**

Les conditions générales de vente encadrent les relations commerciales. Elles figurent dans les documents contractuels. Elles diffèrent en fonction des types de prestations proposées et les types de clients auxquels s'adressent les entreprises.

<https://www.economie.gouv.fr/entreprises/conditions-generales-vente-professionnelle>

<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Conditions-generales-de-vente>

#### **TRAVAUX A DOMICILE**

Les règles pour mieux informer les consommateurs :

- <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/travaux-a-domicile-nouvelles-regles-pour-mieux-informer-consommateurs>
- <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Depannage-a-domicile>

## MÉDIATION DES LITIGES DE LA CONSOMMATION

Au regard du code de la consommation, l'entreprise doit relever d'un dispositif de médiation, informer le consommateur des coordonnées de son médiateur de la consommation, et lui permettre d'y avoir accès gratuitement :

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso>

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F33338>

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/vous-etes-professionnel>

## APPAREILS ABANDONNÉS

Que faire d'un objet oublié ou laissé par un client ?

<https://www.lemondedesartisans.fr/actualites/que-faire-dun-objet-oublie-ou-laisse-par-un-client>

## GARANTIE LÉGALE DE CONFORMITÉ

Les obligations d'information des consommateurs sur la garantie évoluent à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021. La liste des produits pour lesquels le document de facturation doit faire état de l'existence de la **Garantie légale de Conformité** s'allonge :

[https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=A8AarDRymbYjK\\_tKx9JX4teR4hHX\\_hrUBkf1SPvLwnl=](https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=A8AarDRymbYjK_tKx9JX4teR4hHX_hrUBkf1SPvLwnl=)

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dgccrf/documentation/publications/depliants/tout-savoir-sur-les-garanties.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/publications/depliants/tout-savoir-sur-les-garanties.pdf)

FEDELEC a interrogé la DGCCRF à ce sujet pour obtenir des précisions sur la rédaction. La réponse précise que le vendeur a le choix des termes pour rédiger la mention qui doit figurer sur les documents de facturation, mais que le consommateur doit être informé sur 2 points essentiels :

- L'existence de la garantie légale de conformité
- Sa durée

La garantie légale de conformité, d'une durée de **2 ans**, s'applique de façon identique à la vente d'appareils **neufs et d'occasion**.

Dans le cas des ventes d'occasions, le renversement de la charge de la preuve est passé à **12 mois** le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Pour bénéficier de la GLC sans avoir à apporter la preuve que le défaut de conformité existait au moment de la livraison et de l'installation, le consommateur dispose maintenant de 12 mois.

Les professionnels doivent avoir cela en tête, car un consommateur averti peut utiliser cette garantie de façon optimale.

## Allongement de la durée de GLC en cas de réparation ou d'échange

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, si le consommateur demande la réparation ou l'échange et que le vendeur refuse, il devra se justifier par écrit. La France mise en effet sur l'économie circulaire et encourage fortement la réparation plutôt que l'échange des produits défectueux. Elle prévoit par exemple que la garantie est suspendue pendant la réparation de l'appareil ou encore que le consommateur bénéficie d'un allongement de garantie s'il opte pour la réparation. Elle a même prévu un renouvellement de garantie de 2 ans si le vendeur remplace l'appareil au lieu de le réparer comme cela avait été demandé.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, elle impose également aux fabricants de fournir des pièces détachées en 15 jours et non plus en deux mois :

1. Tout bien réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité bénéficie d'une extension de garantie de six mois.
2. Si le consommateur fait le choix de la réparation, mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre par le vendeur, la mise en conformité par le remplacement du bien fait courir, au bénéfice du consommateur, un nouveau délai de garantie légale de conformité attaché au bien remplacé.

Quand et comment peut intervenir la garantie légale de conformité ?

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/garantie-legale-conformite>

Au niveau européen :

En Espagne, la GLC est passée à 3 ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022

## DIRECTIVE MACHINES

Un produit électroménager domestique ne doit pas être utilisé à des fins professionnelles.

Les professionnels ont un devoir de conseil lorsqu'ils vendent un appareil. Ils peuvent éventuellement faire ensuite le constat d'une demande d'installation anormale lors la livraison de celui-ci. De la même façon, un réparateur peut être appelé à intervenir sur un appareil, et constater une fois sur le lieu où il est installé qu'il n'est pas utilisé dans le cadre normal qui lui est dévolu.

Quelle responsabilité a un professionnel qui a vendu, installé ou réparé un équipement utilisé dans ces conditions, si celui-ci se trouve être à l'origine d'un éventuel sinistre ?

Nous avons posé la question à MAAF Assurance, voici la réponse de son service juridique :

*« Effectivement nos assurés adhérents de la FEDELEC qui vendent un appareil ont à leur charge un devoir de conseil vis-à-vis de leurs clients : ils doivent orienter l'acheteur dans son choix, le mettre en garde contre tel ou tel inconvénient attaché à sa décision, et même se prononcer sur l'opportunité pour l'acheteur de faire l'acquisition envisagée.*

*En ce qui concerne notamment les biens d'utilisation courante tels que les appareils d'électroménager, le devoir de conseil du vendeur s'applique à la destination que l'acheteur envisage de donner à la chose : le vendeur*

*professionnel est tenu de se renseigner spontanément sur la destination que l'acheteur entend donner à la chose (Cass com 16 juillet 1982, n°79-16.617), il doit s'enquérir des besoins de l'acheteur et l'informer de l'adéquation du matériel proposé à l'utilisation qui en est prévue (Cas 1ere civ, 30 mai 2006, n°03-14.275) et il doit attirer l'attention de l'acquéreur sur les conditions particulières d'utilisation du bien qui peuvent ne pas correspondre à l'usage que l'acquéreur veut en faire (Cass 1ere civ 3 juillet 1985, n°84-10.875). Le vendeur doit également réorienter le choix de l'acquéreur en lui proposant, le cas échéant, d'acquérir un autre appareil mieux adapté à ses besoins.*

*Si notre assuré n'est que l'installateur de l'appareil et qu'il constate que l'appareil va faire l'objet d'une utilisation anormale, il se doit également de mettre en garde l'acheteur, le devoir de conseil du vendeur n'excluant pas celui de l'installateur.*

*Il en est de même pour le réparateur qui constate en réparant l'appareil que celui-ci fait l'objet d'une utilisation inadaptée. En effet l'obligation de conseil pèse sur tout professionnel quel qu'il soit.*

*S'ils n'ont à leur charge qu'une obligation de moyens, nos assurés professionnels devront néanmoins, en cas de mise en cause de la responsabilité pour ce motif, pouvoir prouver qu'ils ont bien rempli cette obligation. En effet selon une jurisprudence constante il incombe à tout professionnel sur lequel pèse une obligation de conseil de prouver qu'il s'est valablement acquitté de cette obligation.*

*Il est donc fortement conseillé à nos assurés professionnels de remplir cette obligation par écrit afin de se pré-constituer une preuve en cas de mise en cause de leur responsabilité.*

### **GARANTIE COMMERCIALE DE DURABILITÉ**

Le producteur peut consentir au consommateur une garantie dans des conditions identiques à la garantie légale, qui l'engage pendant une période donnée, supérieure à deux ans.

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000044564972](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044564972)

## **8 – REDEVANCE AUDIOVISUELLE - SACEM**

### **LA REDEVANCE AUDIOVISUELLE**

Les arguments régulièrement avancés par la Commission, rappelés ci-après, ne trouvent pas écho :

- la détention ou non d'un appareil de réception audiovisuelle est actée par le contribuable, sur sa déclaration d'impôt, la taxe étant ensuite appelée avec la taxe d'habitation ;
- les Français disposent de multiples supports, autre qu'un téléviseur, pour recevoir des émissions audiovisuelles ;
- la vente par les sites marchands sur Internet échappe à cette obligation de déclaration et de contrôle.

En 2023 la fin des soucis déclaratifs est enfin venue pour les TPE de la distribution EGP qui vivaient une situation injuste, dénoncée par FEDELEC depuis de très nombreuses années auprès des pouvoirs publics.

<https://www.gouvernement.fr/actualite/fin-de-rideau-pour-la-redevance-audiovisuelle>

### **SACEM**

FEDELEC rappelle l'avenant signé chaque année qui renouvelle des tarifs préférentiels (-10 à -20%) aux adhérents devant s'acquitter de la redevance pour diffusion de musique dans leur établissement.

## **9 – TRAVAUX EUROPEENS**

FEDELEC participe aux travaux européens sur l'économie circulaire au travers d'échanges réguliers et de l'élaboration de textes en association avec CMA France\* et l'U2P

Le Parlement européen, réuni à Strasbourg mardi 21 novembre, s'est prononcé très clairement en faveur de futures règles communes pour promouvoir dans l'UE un droit effectif et attractif à la réparation des produits défectueux, y compris après la garantie légale de deux ans.

Le texte voté prévoit notamment que, dans le cadre de la garantie légale, les vendeurs seront tenus de donner la priorité à la réparation, si le coût est inférieur ou égal au remplacement du bien, sauf si la réparation n'est pas réalisable ou si elle ne convient pas au consommateur.

Les consommateurs auront le droit de demander la réparation de produits tels que les machines à laver, les aspirateurs, les smartphones et les vélos après l'expiration de la garantie et les producteurs leur proposeront des appareils de remplacement en prêt pour la durée de la réparation, qui devra s'effectuer dans un délai raisonnable. Si un produit se révèle impossible à réparer, un produit reconditionné pourrait être proposé à la place.

Les réparateurs, rénovateurs et utilisateurs finaux indépendants auront accès à toutes les pièces détachées et informations à un coût raisonnable pendant toute la durée de vie d'un produit.

## 10 – GLOSSAIRE

**ADEME** Agence de la transition écologique <https://www.ademe.fr/>

**AGEC** (Loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire) <https://www.ecologie.gouv.fr/loi-anti-gaspillage-economie-circulaire>

**ANFR** Agence Nationale des FRéquences <https://www.anfr.fr/accueil/>

**ANSES** Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire <https://www.anses.fr/fr>

**API** (Application Programming Interface) : interface de programmation permettant l'accès aux données d'un système <https://news.gandi.net/fr/2022/06/cest-quoi-une-api/>

**ARCEP** Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes <https://www.arcep.fr/>

**ARCOM** Autorité de Régulation de la COMMunication audiovisuelle et numérique <https://www.arcom.fr/>

**CGDD** Commissariat Général au Développement Durable → MTES<sup>(Glossaire)</sup>

**CGEDD** Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable <https://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/>

**CiFREP** Commission inter-Filières REP<sup>(Glossaire)</sup> <https://www.ecologie.gouv.fr/cadre-general-des-filieres-responsabilite-elargie-des-producteurs>

**CLCV** association Consommation Logement et Cadre de Vie <https://www.clcv.org/>

**CNEC** Conseil national de l'Economie Circulaire <https://www.ecologie.gouv.fr/conseil-national-leconomie-circulaire>

**CNC** Conseil National de la Consommation <https://www.economie.gouv.fr/cnc>

**CNTE** Conseil National de la Transition Ecologique <https://www.ecologie.gouv.fr/cnte>

**CMA France** Chambre de Métiers et de l'Artisanat France <https://cma-france.fr/>

**CNAMS** Confédération Nationale de l'Artisanat des Métiers de Service et de fabrication <https://www.cnams.fr/>

**COPIL** COmité de PILotage

**COSUI** COmité de SULvi

**CPME** Confédération des Petites et Moyennes Entreprises <https://www.cpme.fr/>

**DEEE** Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques <https://www.ecologie.gouv.fr/equipements-electriques-et-electroniques-deee>

**DGCCRF** Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf>

**DGPR** Direction Générale de la Prévention des Risques → MTES<sup>(Glossaire)</sup>

**ECOLOGIC** éco-organisme EEE <https://www.ecologic-france.com/>

**ECOSYSTEM** éco-organisme EEE <https://www.ecosystem.eco/fr>

**EEE** Equipements Electriques et Electroniques

**ESS** Economie Sociale et Solidaire <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>

**GLC** Garantie Légale de Conformité

**INEC** Institut National de l'Economie Circulaire <https://institut-economie-circulaire.fr/>

**MEDEF** Mouvement des Entreprises DE France <https://www.medef.com/fr/>

**MTES** Ministère de la Transition Ecologique <https://www.ecologie.gouv.fr/>

**NAF** Nomenclature d'Activités Françaises <https://www.insee.fr/fr/information/2406147>

**NAFA** Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat <https://data.artisanat.fr/pages/referentiel-nafa/>

**OCAD3E** Organisme de coordination de la filière DEEE<sup>(Glossaire)</sup> <https://www.societe.com/societe/ocad3e-491908612.html>

**ONG** Organisation Non Gouvernementale [https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation\\_non\\_gouvernementale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_non_gouvernementale)

**PIEC** Pièce Issue de l'Economie Circulaire

**QualiRépar** Label qualité pour les réparateurs EEE <https://www.label-qualirepar.fr/>

**REP** Responsabilité Elargie des Producteurs <https://www.ecologie.gouv.fr/cadre-general-des-filieres-responsabilite-elargie-des-producteurs>

**RGPD** Règlement Général sur la Protection des Données <https://www.cnil.fr/fr/rqpd-de-quoi-parle-t-on>

**U2P** Union des entreprises de proximité <https://u2p-france.fr/>